

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire  
(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 29

mai 84 / 14 fr.

## Sommaire

**Pierre FRANK**

Editorial

**Les élections européennes**



**Nouvelle étape dans la crise de la majorité PC/PS**



**CONSEILS D'USINE ET UNIFICATION  
SYNDICALE EN ITALIE (1969/1984)**



**Contributions / débats**

**- Lutte ouvrière**

**- UTCL**

**Dossier**

## Les élections européennes et leurs enjeux

**D**ans quelques semaines, se dérouleront les élections européennes. Le moins que l'on puisse dire, c'est que bien peu d'électeurs se soucient aujourd'hui de la future composition de l'Assemblée de Strasbourg. Le Parlement européen suscite même un large scepticisme. Selon un récent sondage *BVA-Paris-Match*, 25 % seulement des Français estiment qu'il « *a fait preuve de son utilité* ». Pourtant, ce scrutin n'en représente pas moins un enjeu politique réel.

Enjeu pour les bourgeoisies du vieux continent tout d'abord. L'Europe capitaliste connaît sa crise la plus sérieuse depuis la signature du traité CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) en 1951 et du traité de Rome (qui instaura la CEE ainsi que la Communauté de l'énergie atomique) en 1957. La création du Marché commun fut le produit de la croissance économique d'après-guerre. Pour la faciliter et l'étendre, les classes dominantes s'engagèrent dans la voie de l'unification de leurs politiques commerciales, de leurs groupes financiers et de leurs industries afin d'affronter dans les meilleures conditions, la concurrence des impérialismes américain et japonais. La suppression des barrières douanières, la libre circulation des capitaux, de la main-d'œuvre et des produits, la définition d'orientations communes pour des secteurs comme le charbon et la sidérurgie, la fusion de grands groupes étaient alors impératives pour des monopoles à la recherche de débouchés plus vastes et d'une diminution des coûts de production.

### La crise de la CEE

Cette tendance à l'unification a, dès le départ, suscité de fortes contradictions entre les bourgeoisies partie prenante et au sein de chacune d'entre elles. Une partie du grand capital français s'est par exemple longtemps opposée à la création d'une monnaie européenne ou d'institutions supranationales par crainte de voir ses intérêts lésés au profit de son puissant voisin ouest-allemand. Ces contradictions demeurèrent cependant latentes tant que dura la longue période d'expansion de l'après-guerre. Elles devinrent explosives lorsque survint la récession de 1974-1975.

L'absence d'unité politique et d'institutions supranationales susceptibles d'affronter la crise dans un cadre unifié a accru les tendances au repli sur soi de chaque classe dominante, au renforcement des dispositions protectionnistes qui peuvent conduire à l'éclatement de la CEE. Tous les projets économiques visant à approfondir « l'intégration européenne » ont été ajournés (relance de l'union économique, politique, énergétique, etc.). De même, après s'être élargis à la Grèce, les Etats membres de la Communauté bloquent l'entrée du Portugal et surtout de l'Espagne. Ils hésitent en effet devant les coûts qu'entraînerait, pour la Communauté, l'intégration de pays à la structure encore archaïque, à un moment où leur propre situation est des plus fragiles.

Les affrontements entre la Grande-Bretagne et ses partenaires à propos du financement du budget communautaire ne sont que la plus récente manifestation de ces tendances. Au-delà de ce qui apparaît comme une vulgaire querelle de « gros sous », Margaret Thatcher veut sauvegarder les marges de

manœuvre du capital britannique. Elle cherche dans ce but — à l'instar de de Gaulle dans les années soixante —, à bloquer tout progrès des institutions du Marché commun et toute avancée sur la voie de l'intégration économique, financière et politique. Ce qui la conduit à défendre bec et ongles le principe de l'unanimité dans les décisions communes et le droit de veto de chaque partenaire.

Il reste qu'en dépit de la gravité de cette crise, le degré atteint par l'intégration économique et l'interpénétration internationale des capitaux rend illusoire toute sortie de la dépression dans les seuls cadres nationaux. Dans la quasi-totalité des pays, les grandes firmes sont de plus en plus dépendantes des échanges intracommunautaires. La part des exportations allemandes dans le PNB atteint 33 %, le Marché commun constituant le principal débouché. Il en va de même du Bénélux (qui vend 70 % de ses exportations à la CEE) et de la France (dont les ventes en Europe sont passées de 25 % en 1975 à plus de 50 %). Les fractions les plus clairvoyantes des bourgeoisies européennes et les trusts multinationaux s'efforcent donc de préserver la CEE et d'avancer dans la création d'une monnaie commune et d'une orientation unifiée en matière de crédit, de budget et d'impôt. A long terme, une telle perspective est évidemment impossible sans que se mettent en place des institutions supranationales, étendant la sphère de leurs compétences.

C'est dire l'importance, pour ces secteurs, de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Conçu dès le départ comme un moyen d'endiguer les tendances à la dislocation de la CEE, cette assemblée doit suppléer aux carences des coordinations entre gouvernements. Elle vise à poser des jalons dans la voie d'une plus grande unification des politiques économiques, monétaires, mais aussi militaires, judiciaires ou sociales.

L'autre enjeu du prochain scrutin est déterminé par le rôle assumé par les grandes organisations ouvrières — et plus particulièrement par les partis social-démocrates —, dans la construction de l'Europe des patrons. Jamais, le poids de ces forces n'aura été aussi important en Europe du Sud, après les victoires socialistes de France, de Grèce, d'Espagne et du Portugal et avec l'accession de Bettino Craxi à la présidence du Conseil italien. La France occupe, dans ce cadre, une position-clé. Seconde puissance industrielle et politique du continent, son action a d'importantes répercussions dans les pays limitrophes. La politique extérieure de la majorité portée au pouvoir en mai et juin 1981 n'en est que plus déterminante.

## L'imbrication des enjeux

En 1979, lors de la précédente élection au Parlement européen, le PS mena campagne sur un thème principal : « *L'Europe sera socialiste ou ne sera pas.* » Dans la foulée, en 1981, la onzième proposition du candidat Mitterrand, tout en se refusant à sortir du cadre de l'Europe capitaliste, suggérait une vaste réforme de la CEE et l'adoption de mesures sociales immédiates : « *Application stricte du traité de Rome, démocratisation de ses institutions, mise en œuvre immédiate de ses dispositions sociales, défense de l'emploi européen par le développement de politiques industrielles communes, par la protection des secteurs menacés par l'invasion des produits en provenance du Japon et des Etats-Unis, par l'élaboration d'un règlement communautaire sur l'activité des sociétés multinationales.* » Juste après son élection au Conseil européen de Luxembourg, le nouveau président avançait encore l'objectif d'un « *espace social européen.* »

Mais, faute d'accepter la rupture avec les règles du capitalisme international, d'en appeler aux organisations ouvrières d'Europe, de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs, ces timides promesses ne devaient jamais se concrétiser. Et la politique de relance par la consommation, impulsée durant les premiers mois du septennat, se heurtait aux choix contradictoires des bourgeoisies européennes, pour lesquelles la diminution des coûts de production et l'amélioration des taux de profit passent aujourd'hui par une action prioritaire contre l'inflation et par la réduction drastique du niveau de vie des salariés. A partir du moment où ils acceptaient les lois du marché européen ainsi que les règles de fonctionnement communautaire, nos gouvernants ne pouvaient que s'aligner sur les orientations en vigueur chez nos voisins. Un

arrêt, de 1964, de la Cour de justice européenne ne stipule-t-il pas clairement qu'« en instituant une communauté de durée illimitée, dotée d'institutions propres (...) et plus particulièrement de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétences ou d'un transfert d'attribution des Etats à la Communauté, ceux-ci ont limité leurs droits souverains et créé ainsi un corps de droit applicable à leurs ressortissants et à eux-mêmes. » ?

A l'automne 1982, avec le réajustement des parités au sein du Système monétaire européen et l'instauration du premier plan d'austérité, le tournant fut opéré. Pierre Mauroy rend parfaitement compte de ses causes essentielles lorsqu'il indique : « *La France ne peut conduire une politique de gauche intégrale si les autres pays européens appliquent des politiques de droite* » (le Monde, 1<sup>er</sup> avril 1983).

L'adaptation gouvernementale se traduit en premier lieu par une politique favorisant l'accélération de la concentration des capitaux et leur redéploiement. Car si le capitalisme européen dispose d'indéniables atouts face à ses rivaux américain et japonais, il doit néanmoins accroître la compétitivité de ses firmes, renforcer sa position dans les secteurs de pointe (construction aéronautique et électronique) et restructurer rapidement les industries traditionnelles (sidérurgie, textile) et de biens d'équipement (automobile, chimie, métallurgie de transformation) qui sont en perte de vitesse. Peu importe si cela doit entraîner quelques dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

On vient d'avoir, avec la sidérurgie, un aperçu des conséquences désastreuses des choix gouvernementaux. Les prochains mois nous fourniront de nouveaux exemples de soumission de l'équipe au pouvoir aux diktats du capital européen. Les restructurations ne devraient d'ailleurs pas se limiter à l'industrie, mais toucher également l'agriculture. Dans ce domaine également, les projets de la CEE visent au développement d'une agriculture capitaliste de plus en plus concentrée, pour accroître les exportations et permettre aux grandes firmes agro-alimentaires de s'emparer de nouvelles parts de marché. Des projets qui vont accélérer les faillites et l'élimination de nombre de petits et moyens paysans.

Ce processus sera d'autant plus intense que, moulant son action sur les besoins des secteurs performants de la bourgeoisie française, François Mitterrand s'engage plus loin que tous ses prédécesseurs dans la voie du renforcement des pouvoirs des structures communautaires. Il a par exemple, dès le début de son mandat, accepté que le président en exercice du Conseil européen — instance qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement — rende compte de ses travaux devant le Parlement européen. En accroissant les prérogatives de ce dernier, il légitime un transfert de pouvoir en faveur d'un organe à caractère supranational.

Une telle orientation explique bien pourquoi les enjeux intérieurs et internationaux sont profondément imbriqués. Les dirigeants socialistes sont en particulier confrontés à une mission impossible : mobiliser l'opinion populaire autour d'une politique européenne qui se traduit par une détérioration des conditions de vie et de travail du plus grand nombre. La propagande du PS traduit bien ces difficultés. Elle se prononce par exemple pour « *une véritable politique industrielle commune* » des dix membres de la CEE. Mais le premier parti de gauche se voit immédiatement contraint d'en justifier les conséquences sociales : « *On voit les enjeux. Ils concernent, dans un premier temps, des milliers d'emplois à supprimer ou reconvertir, mais aussi à créer ; plus encore, ils concernent des redéploiements géographiques et qualitatifs difficiles à mesurer, donc des risques à prendre, qui sont difficilement évaluables* ». Dans ces conditions, les pétitions de principe et les appels incantatoires n'ont guère de crédibilité : « *La construction européenne n'a de sens — et par conséquent d'avenir — que dans une perspective socialiste. C'est aux militants socialistes qu'il appartient de le faire comprendre aux opinions publiques* » (citations extraites de *Connaitre l'Europe*. Editions de l'An 2000).

Le PCF tente de profiter de la situation de déséquilibre de son partenaire de l'union de la gauche et de capitaliser une partie du mécontentement du peuple de gauche. Centrant son activité sur les questions intérieures — « *réaliser le changement que les Français ont choisi* » — il affiche également un discours de défiance envers l'Europe des dix : « *Voter pour la liste présentée par le PCF le 17 juin prochain, ce sera dire non à l'Europe actuelle, à l'Europe de la crise et de la*

*régression* », explique Georges Marchais. Ce type de déclaration a, cependant, bien peu de chances de convaincre. Car le parti de Marchais est coresponsable de la politique d'austérité et de soumission aux exigences de la CEE, comme vient encore de le rappeler son vote de confiance au Parlement.

C'est donc la droite qui risque de tirer partie de l'impasse dans laquelle se trouvent les partis au pouvoir et qui se manifestera probablement par un fort taux d'abstention dans les bastions ouvriers. La droite veut transformer le scrutin du 17 juin en un « référendum » contre le vote du 10 mai et en faveur de l'Europe des possédants. La plate-forme de la liste UDF-RPR est des plus explicites : « *L'élection européenne représente pour le pays une occasion de porter un jugement sur notre situation intérieure. Dire non à la coalition des socialistes et des communistes au pouvoir dans notre pays, c'est une façon et non des moindres de dire oui à l'Europe que nous souhaitons* ».

### **Pour l'Europe des travailleurs**

C'est dans ce contexte que les révolutionnaires s'efforceront de tracer une autre perspective. Certes, victime d'une loi électorale scandaleuse (qui ne prévoit le remboursement des frais de campagne qu'aux listes ayant dépassé 5 % des suffrages), la LCR a dû renoncer à présenter des candidats. Mais elle s'inscrira activement dans cette échéance. Elle y appellera à s'opposer aux forces réactionnaires qui cherchent à obtenir un plébiscite en faveur de la politique anti-ouvrière que favorise la CEE. Elle y dénoncera la politique d'austérité et de capitulation des grandes organisations ouvrières devant les exigences du capital européen et elle y appellera les travailleurs à faire entendre leur voix, à se mobiliser pour leurs propres solutions à la crise, et pour imposer une politique conforme aux aspirations du printemps 1981.

A l'Europe des trusts multinationaux et du chômage, notre organisation opposera celle des travailleurs. Loin d'être utopique, cet objectif est la seule réponse concrète à l'internationalisation de l'exploitation capitaliste. C'est dans les luttes quotidiennes que les travailleurs le font vivre. Quand les métallurgistes ouest-allemands combattent pour les 35 heures sans diminution de salaire, quand les sidérurgistes français, espagnols, belges, et les mineurs britanniques se dressent contre les plans de licenciements, quand des millions de travailleurs italiens défendent l'indexation des salaires, ils expriment les revendications de toutes les classes ouvrières du vieux continent. Qui peut dans ces conditions, prétendre que la coordination des travailleurs et de leurs organisations — au niveau des branches, des trusts ou des pays — n'est pas à l'ordre du jour ? De même, comment ne pas voir que la bataille qui se prépare en RFA sur la durée du travail appelle une campagne interprofessionnelle, à l'échelle de toute l'Europe, pour les 35 heures ?

Les combats de classe qui se développent actuellement dans la plupart des pays sont, au bout du compte, porteurs d'une logique. Une logique dont les priorités sont dictées non par la course aux profits de quelques privilégiés, mais par les besoins les plus urgents de la population laborieuse. Les grands partis sociaux-démocrates ou communistes sont bien incapables d'y répondre parce qu'ils se refusent à s'en prendre à la source du mal. Comme l'indique l'appel des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Pour casser la crise, il faut casser la puissance des banques et des groupes financiers, en les nationalisant sans indemnités ni rachat et sous contrôle ouvrier. Le but doit être la mise au pouvoir de gouvernements des travailleurs appuyés sur les travailleurs mobilisés et organisés dans leurs entreprises et leurs quartiers. Cela implique une réorganisation de l'économie fondée sur une planification démocratiquement élaborée par les travailleurs.* »

C'est de cette logique que la LCR entend débattre avec toutes les organisations et militants qui partagent son rejet des politiques bourgeoises anticrises, à l'occasion du rassemblement qu'elle organise, les 26 et 27 mai, au Bourget.

**26 avril 1984**

# Pierre Frank

## 1905-1984

Le texte de cette biographie de Pierre Frank fut rédigé de son vivant pour être publié dans le « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français » qui paraît aux Editions ouvrières sous la direction de Jean Maitron et de Claude Pennetier. Nous devons à l'aimable autorisation de ces deux camarades d'en réserver la primeur aux lecteurs de « Critique communiste ». Nous les en remercions vivement.

**F**RANK Pierre, né le 24 octobre 1905 à Paris, décédé le 18 avril 1984 à l'hôpital La Pitié, Paris 13<sup>e</sup>. Militant du Parti communiste, puis de l'Opposition de gauche. L'un des fondateurs du mouvement trotskyste en France, ancien secrétaire de Trotsky. Dirigeant de la Quatrième Internationale et de sa section française.

D'origine russe, les parents de Pierre Frank — Aron Frank, né le 15 mai 1876 à Vilkomir et Anna Shirman, née le 20 février 1878 à Jitomir — émigrèrent en France en 1904 et s'établirent à Paris comme ouvriers tailleurs à domicile. Ils furent naturalisés Français le 13 avril 1927. Leur fils mena à terme ses études supérieures consacrées par un diplôme d'ingénieur de l'Ecole de physique et de chimie industrielles de Paris. Au cours de ses études, il participa en 1924-1925 à la fondation de l'Union générale des étudiants techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (UGETICA), sous le patronage de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (USTICA), première organisation syndicale des techniciens créée en France après la guerre de 1914-1918. L'engagement politique de Pierre Frank, qui débuta à l'âge de quinze ans, l'amena à donner son adhésion au Parti communiste en 1925. Au plan syndical, il milita à l'USTICA et, pendant plusieurs

années, à la fédération des produits chimiques de la CGTU.

Il se prononça en faveur de la plate-forme de l'Opposition unifiée du PCUS de 1927 de Trotsky et Zinoviev qui s'éleva contre la politique menée par Staline et Boukharine. Dès que Léon Trotsky fut exilé par Staline en Turquie, en février 1929, il participa à l'envoi d'une délégation qui se rendit auprès de Trotsky le mois suivant et dont fit partie Raymond Molinier. Il participa activement au lancement du premier journal trotskyste français, *la Vérité*, qui parut en août 1929, dont il fut l'un des signataires en même temps que le gérant. Cet engagement entraîna son exclusion du rayon d'Aulnay-sous-Bois du Parti communiste. Il s'était joint au groupe publiant *la Vérité*, soutenu directement par Trotsky, parce que ce regroupement lui paraissait plus viable et moins menacé d'opportunisme que les groupes d'opposition constitués antérieurement dans le PC.

Dans le domaine syndical, prônant dans *la Vérité* en décembre 1929 la nécessité d'une « fraction syndicale des communistes oppositionnels », il pensait que son projet serait favorisé par la proclamation du manifeste de l'Opposition unitaire, créée au sein de la CGTU fin avril 1930, qu'il signa en tant que militant des Produits chimiques de la région parisienne, aux côtés du secrétaire de la fédération, Chabanon.

A la fondation de la Ligue communiste, en avril 1930, Pierre Frank fut élu membre de sa commission



exécutive et demeura à sa direction de façon ininterrompue. Des dissensions se produisirent rapidement dans la Ligue sur différentes questions : activité publique, travail syndical notamment, opposant la tendance d'Alfred Rosmer et Pierre Naville à celle de Raymond Molinier et Pierre Frank. En janvier 1931, la direction de la Ligue revint à ces derniers que Trotsky avait qualifiés dans un article d'« aile marxiste » de l'organisation. En mai 1932, Frank devint membre du secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale. Parmi les activités de Pierre Frank à l'époque, citons sa candidature au nom de la Ligue communiste à l'élection législative de mai 1932 dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de nombreux déplacements en province dont sa participation à la conférence du rayon de Belfort du PC en mai 1932, des missions à l'étranger, en particulier en mai 1931 à Berlin et en mars 1932 à Madrid où il assiste à la Troisième Conférence de la Izquierda comunista (Opposition communiste de gauche espagnole).

A partir du 15 juillet 1932, il résida dans l'île de Prinkipo (Turquie) auprès de Trotsky à qui il servit de secrétaire. Il accompagna Trotsky au cours de son voyage à Copenhague, fin novembre 1932, et prit part en cette circonstance à la réunion internationale informelle du courant trotskyste, la seule assemblée de ce type qui se tint en présence de Trotsky. Quittant Prinkipo vers le 20 juillet, peu après le départ de Trotsky pour la France, Frank participa les 19-21 août 1933 au Plénum international de l'Opposition de gauche internationale qui décida de renoncer à la lutte pour la réforme de l'Internationale communiste, axe jusque-là de son activité, et d'œuvrer désormais à la création de la Quatrième Internationale et de nouveaux partis communistes. Cette décision fut motivée par la politique désastreuse du Parti communiste allemand, entérinée par Staline, qui contribua grandement à l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne.

En 1933-1934 se développa en France une période agitée au cours de laquelle la Ligue communiste défendit activement, face aux menées réactionnaires et fascistes, l'impérieuse nécessité du front unique entre les partis socialiste et communiste. Participant aux campagnes de la Ligue, Pierre Frank intervint dans plusieurs meetings, en particulier aux côtés de Marceau Pivert, orateur de la SFIO, le 9 février 1934, dans une réunion

unitaire dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pour tirer les leçons des journées de février 1934, il écrivit une brochure : *La semaine du 6 au 12 février*.

Dans une conjoncture de montée ouvrière et en présence du front unique conclu entre le PS et le PC en juillet, Trotsky propose le même mois à ses camarades français d'adhérer à la SFIO pour prendre leur place à l'intérieur du front unique et concourir au regroupement révolutionnaire. Cette démarche fut acceptée fin août par la Ligue qui se transforma en Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO (GBL). Membre de la section socialiste du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Pierre Frank fut délégué au congrès de Mulhouse du parti qui se tint du 9 au 12 juin 1935 et fut élu au titre du courant GBL membre suppléant de la commission administrative permanente (CAP), le titulaire étant Jean Rous. Il n'eut pas l'occasion de siéger dans cet organisme, étant bientôt, par ailleurs, avec les autres dirigeants du GBL, l'objet d'une procédure d'exclusion du parti rendue exécutoire en octobre 1935. Engagée sous des prétextes disciplinaires, cette mesure n'était pas sans relation avec la création du Front populaire.

Les exclusions entraînent une période de confusion parmi les trotskystes, indécis sur la démarche tactique à mettre en œuvre. Choissant une sorte de fuite en avant, Pierre Frank et Molinier lancèrent en décembre 1935 un nouveau journal, *la Commune*, qui se proposait d'être l'instrument d'un regroupement plus large mettant à profit les sympathies recueillies au sein de la SFIO. Cette initiative qui rencontra l'hostilité de Trotsky, en même temps outré par cet acte d'indiscipline, entraîna une scission durable des trotskystes français. Le regroupement autour des Groupes d'action révolutionnaires (GAR) que tenta d'impulser *la Commune* n'ayant pas eu les effets attendus, ses initiateurs créèrent le Comité pour la IV<sup>e</sup> Internationale, le 16 janvier 1936, qui se transforma en Parti communiste internationaliste les 7-8 mars 1936. L'unification des forces trotskystes, le 1<sup>er</sup> juin 1936, au sein du POI dont Pierre Frank fut membre du comité central et du bureau politique, fut de courte durée. Dès le 10 octobre, le PCI choisit de reprendre son activité propre.

Pierre Frank en fut avec Raymond Molinier le principal dirigeant et, en quelque sorte, le théoricien. Il écrivit de nombreux articles

## Marguerite Métayer, sa compagne

Marguerite Métayer nacquit le 1<sup>er</sup> février 1916 à Brest-Recoissance dans une famille « rouge ». Son père était conseiller municipal socialiste de Recouvance. Il avait quitté la marine nationale par antimilitarisme. Marguerite fonde les Auberges de la jeunesse à Brest et rencontre au cours d'une sortie André Calvès et son groupe d'Eclaireurs. Ebranlée par l'assassinat de Léon Trotsky, elle rencontre en octobre 1940, à Quimper où elle avait trouvé un emploi de bureau à la Préfecture, Alain Le Dem qui lui remet des exemplaires de *la Vérité* clandestine. En novembre de cette même année, se tient dans une chambre qui lui appartenait une première réunion des trotskystes bretons avec des responsables venus de

Paris. Elle adhère au mouvement en janvier 1941.

Elle échappe de justesse aux arrestations qui déciment l'organisation bretonne le 7 octobre et vient se réfugier à Paris où elle milite dans une cellule de cheminots. Elle est arrêtée avec un grand nombre d'autres camarades le 10 mars 1944, et subit les interrogatoires de la Gestapo. Elle part par l'avant-dernier convoi à destination du camp de concentration de Ravensbrück.

De retour en mai 1945, elle reprendra son activité militante et figurera sur la liste des candidats du PCI présentés dans le Finistère. Elle viendra s'établir définitivement à Paris en 1947 et y liera sa vie à celle de Pierre Frank.

dans *la Commune* et dans la revue théorique du PCI, *la Vérité*, intervint dans les meetings et impulsa l'activité dans les entreprises et les syndicats. Il assura également des liaisons internationales, eut des rencontres en Belgique, en juillet 1938, avec le dirigeant trotskyste Georges Vereeken et assista, en septembre 1938, à Rotterdam au congrès du RSAP dirigé par le vétéran révolutionnaire Henk Sneevliet.

En juin 1939, il fut condamné par défaut à « huit fois un an de prison » pour des articles parus dans la presse du PCI et un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Il passa dans la clandestinité. Désigné par le PCI pour faire partie d'une délégation à l'étranger pour la période de la guerre, il passa en Belgique et se rendit en Grande-Bretagne la veille de la déclaration de la guerre. Il se mit en relation avec les trotskystes britanniques et collabora assidûment à la *Correspondance internationaliste* éditée à Bruxelles par ses camarades de la Délégation étrangère demeurés en Belgique. Cette publication étant interrompue en 1940 par l'offensive allemande, Pierre Frank en reprend la parution à Londres avec un petit groupe de camarades en juin 1940. Cette activité fut interrompue par l'arrestation de Pierre Frank le 19 octobre 1940 et sa condamnation à six mois de détention pour séjour irrégulier. Considéré par le juge « comme un personnage dangereux », il fut finalement interné dans l'île de Man et n'en fut libéré qu'en novembre 1943. Il reprit alors avec plus d'intensité son activité en relation avec les trotskystes britanniques et des camarades émigrés allemands.

Au lendemain du premier attentat perpétré contre Léon Trotsky, Pierre Frank et Raymond Molinier qui put rallier Londres exprimèrent leur solidarité au vieux révolutionnaire, dans une lettre du 25 mai 1940, en même temps que leurs vœux de parvenir à une réunification au sein de la Quatrième Internationale. Trotsky répondit le 1<sup>er</sup> juillet en termes prudents, l'affaire nécessitant à coup sûr un débat plus approfondi de toutes les parties intéressées. Il souhaite pourtant parvenir à une heureuse solution, sous réserve d'un engagement à se plier aux règles et à la discipline de la Quatrième Internationale. L'acceptation de ce préalable par Frank et Molinier, dans leur lettre du 5 août 1940, ne parvint plus au destinataire assassiné entre temps par un tueur de Staline. Une correspondance se poursuivit avec le

Secrétariat international transféré à New York, mais c'est en France même, sous l'égide du Secrétariat européen de la Quatrième Internationale né dans la clandestinité, sous l'occupation nazie, que se réalisa enfin l'unification du mouvement, en février 1944, sous l'appellation de Parti communiste internationaliste.

En septembre 1945, Pierre Frank fut l'objet d'un nouvel arrêté d'expulsion de Grande-Bretagne qui fut annulé grâce à l'intervention des milieux travaillistes, entre autres d'Aneurin Bevan. En février 1946, il retourna en France *via* la Belgique pour parer à une possible arrestation. Arrêté le 5 mars 1946 à Paris, alors qu'il participait à la première conférence internationale du mouvement de l'après-guerre, il fut rapidement mis en liberté après avoir fait appel de ses condamnations de 1939 qui, peu après, furent réduites à un an de prison avec sursis.

Le deuxième congrès du PCI élut Pierre Frank au comité central, quelques jours avant son retour en France. Il siégea bientôt au bureau politique et devint membre du Secrétariat international au terme de la Conférence internationale, interrompue malencontreusement par la police sur dénonciation. Il resta pendant plus d'un quart de siècle l'un des principaux dirigeants de la Quatrième

Internationale et de sa section française, ces deux fonctions étant étroitement liées. Il fut du reste, après 1948, le seul dirigeant trotskyste français des années trente présent dans le mouvement.

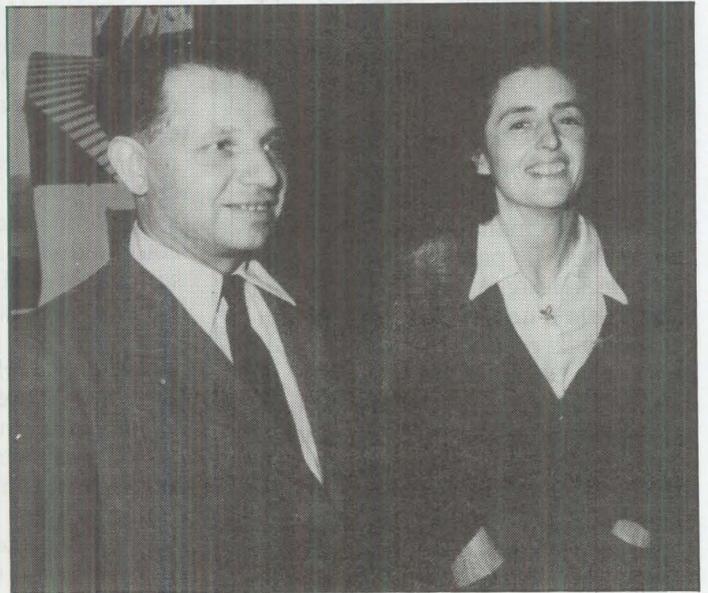
Son activité et ses apports au plan international furent très importants. Il participa à tous les congrès mondiaux et y présenta régulièrement des rapports sur les principaux sujets à l'ordre du jour : nouvelles formes du colonialisme, nouveaux Etats ouvriers en Europe orientale, crise du stalinisme et des partis communistes, etc. De 1946 à 1971, il assura la direction de la revue *Quatrième Internationale*, organe du Comité exécutif international, qui joua un rôle de premier plan dans la formation des cadres du mouvement et fit connaître à l'opinion publique les analyses de l'Internationale sur les principaux problèmes de l'heure. Il donna son concours dans de nombreux cours de formation à l'échelle internationale. Il représenta fréquemment les instances de la Quatrième Internationale dans le monde : dans la plupart des sections européennes, dans plusieurs pays d'Amérique latine en 1953, en Asie (Inde et Sri-Lanka) en 1964 et 1973.

Il fut le principal porte-parole de la section française pendant des années et un de ses candidats aux



Détenu à l'île de Man. Février 1943.

Pierre et sa compagne Marguerite à la fête du PCI, 1949.



Conférence internationale, 3-5 mars 1946. A la tribune, à partir de la gauche : Marcel Bleibtreu (France), Sal Santen (Hollande), Pierre Frank (France), Jack Haston (Grande-Bretagne), Colvin da Silva (Ceylan), Munis (Espagne-Mexique), Nora Saxe (traductrice).





Photo prise en 1975.

Pierre Frank, 1950.



Pierre ces dernières années.



## Oeuvres

*La semaine du 6 au 12 février 1934*, Paris, 1934 — *Fallait-il prendre les usines ? La grève générale de Juin 1936*, Paris, 1936 — *Après de Gaulle ?*, Paris, 1965 (non signée) — *Construire le parti révolutionnaire*, Paris, 1965 — *Une révision du trotskysme* (à propos de Pablo avec la Quatrième Internationale), Paris, 1966 — *Mai 68, première phase de la révolution socialiste*, Paris, 1968 — *La Quatrième Internationale*, François Maspero, Paris, 1969, réédition 1973, publiée en onze langues — *Le Stalinisme*, Paris, 1977, François Maspero — *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, deux volumes, éditions La Brèche, Paris, 1979, traductions allemande et espagnole.

élections législatives à plusieurs reprises, depuis 1946 jusqu'en 1974. En 1952, il préconisa avec l'Internationale une tactique « entriste » de type particulier, clandestin, des membres du PCI dans le PCF, alors que s'esquissait une époque de stagnation politique en Europe occidentale et d'affaiblissement du mouvement trotskyste en France. Cette proposition ne fut acceptée que par une minorité et il s'ensuivit une scission du PCI l'été 1952, dans une certaine confusion, les deux groupes rivaux se présentant sous le même sigle.

Pendant la guerre d'Algérie, l'activité de soutien du FLN algérien que le PCI dirigé par Pierre Frank fut le premier à mettre en œuvre, éditant, en particulier, l'appel historique des insurgés de novembre 1954 et prenant à charge l'impression du premier organe du FLN, *Résistance algérienne*, eut pour suite l'arrestation en mai 1956 de Pierre Frank et quelques militants, relâchés peu après. Des rapports s'étaient établis avec André Marty après son exclusion du PCF, et c'est tout naturellement que Pierre Frank se rendit fin novembre 1956 au cimetière de Perpignan pour assister aux obsèques de Marty et apporter le salut de la Quatrième Internationale.

La tactique d'entrée dans le PCF avait permis au PCI de se lier à un groupe d'étudiants communistes opposants dont la place-forte était le secteur Sorbonne-Lettres de Paris, le plus puissant et le plus actif de l'Union des étudiants communistes (UEC). La fraction de gauche constituée par Alain Krivine en 1962 devint bientôt majoritaire dans ce secteur, qui fut dissous par la direction de l'UEC en janvier 1966. En prévision de cette dissolution, le principe de la fondation de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) fut arrêté dès décembre 1965 et devint officiel à la Première Conférence nationale de la JCR le 1<sup>er</sup> avril 1966. Les principaux cadres de la JCR appartenaient déjà au PCI et Alain Krivine siégeait à son bureau politique depuis quelques années. La forte présence de la JCR — agissant en constante concertation avec le PCI et Pierre Frank — dans les événements de Mai 68, permit au trotskysme d'apparaître avec plus de puissance qu'au cours des grèves de juin 1936 et de l'immédiat après-guerre. Ce rôle valut à la JCR et au PCI d'être dissous le 12 juin 1968 sur décision gouvernementale. Pierre Frank fut gardé à vue pendant dix jours et in-

culpé de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat.

La fusion entre la JCR et le PCI dissous s'effectua au cours d'un congrès clandestin qui se tint à Mannheim (Allemagne) en avril 1969 et il en naquit la Ligue communiste, section française de la Quatrième Internationale. Dissoute à son tour, en juin 1973, la LC fit place plusieurs mois plus tard à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Pierre Frank fut élu membre du comité central et du bureau politique dans ces deux organisations. Il renonça à toute fonction dirigeante dans la LCR en 1975 et dans la Quatrième Internationale en 1979.

Pierre Frank publia en 1955-1961 plusieurs ouvrages de recueils d'articles et de brochures de Léon Trotsky, notamment trois volumes d'*Ecrits* portant sur les événements en France, de 1934-1938, sur l'Allemagne de 1929 à 1933, sur l'Espagne des années 1930-1938 et une réédition de *la Révolution trahie*. Il fit connaître la *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* écrite au début de 1965 par les opposants Karol Modzelewski et Jacek Kuron. Il publia de nombreux articles dont les plus importants parurent dans la revue *Quatrième Internationale*, des essais, des brochures, plusieurs introductions aux œuvres de Léon Trotsky, ainsi que des livres dont une introduction à l'histoire de la Quatrième Internationale qui fut éditée en dix langues, dont le chinois, le japonais et le persan. Son ouvrage principal est à coup sûr une *Histoire de l'Internationale communiste* (1919-1943) en deux volumes, parue en 1977, qu'il ressentait le besoin d'écrire au plus profond de lui-même. Il consacra les dernières années de sa vie à la recherche historique. Il venait d'écrire une préface sur l'action de l'Internationale communiste en Amérique latine pour une édition en langue espagnole de son gros ouvrage en cours de parution au Mexique, quand son état de santé déclina.

Pierre Frank fut en contact étroit avec la veuve de Trotsky, Natalia Ivanovna Sedova, pendant ses séjours en France, en 1955 et en 1961. Il lui présenta Isaac Deutscher, auteur d'une vaste biographie de Léon Trotsky qui fait autorité. Il se trouvait au chevet de Natalia lorsqu'elle mourut le 23 janvier 1962 à Corbeil, au domicile du docteur Raphael Zakine, ami de Pierre Frank, et il organisa ses obsèques qui se déroulèrent le 29 janvier au colombarium du Père Lachaise devant une nombreuse assistance. □

# Cinquante - cinq ans au service du trotskysme et de la révolution

**Un entretien avec Pierre Frank.**

**Texte inédit.**

Nous échangeons plus d'une fois avec Pierre, comme on peut le penser, nos opinions respectives sur le passé du mouvement trotskyste dans un but d'éclaircissement de l'Histoire et des leçons qui s'imposent. Je le tenais au courant des résultats de mes recherches, lui soumettais souvent mes textes. De son côté, il eut recours à mon concours pour la recherche de documents et de sources diverses, me fit lire certains de ses manuscrits et m'en adressa des copies. Il attacha une importance particulière à l'édition des livres de la série « Les congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale » et insista fortement ces temps derniers pour une parution prochaine des tomes III et IV que nous avions mis en chantier. Il nous laisse son introduction écrite pour le tome III, consacré au deuxième congrès mondial de 1948, achevée déjà depuis plusieurs mois.

L'entretien ci-après, texte inédit, enregistré en mai 1977 et réécrit par Pierre en mars 1978, est au fond le résultat de bien des discussions soulevées en diverses circonstances. Il y trace un bilan sommaire de son expérience militante, qui va au fond des choses sur plusieurs points et, singulièrement, quand il souligne l'effort, pour l'assimilation des forces nouvelles, de parcourir encore et encore des stades traversés dans le passé, « à des rythmes différents, sous des formes nouvelles ». Il y voit la condition absolue pour former des trotskystes qui ne peuvent le devenir que dans le creuset du mouvement. En ce sens, après le départ de Pierre, ce texte prend un peu le sens d'un testament politique.

On revient inévitablement sur la séparation avec Trotsky des années 1935-1940 qui a été un profond déchirement pour les premiers compagnons de Trotsky du début de son exil, les fondateurs du trotskysme en France qui étaient les animateurs de l'ex-PCI, dits les moliniéristes. Cette séparation a laissé ses marques dans l'existence de Pierre. Intermède douloureux, pas seulement à cause de la violence extraordinaire des polémiques, frappante à la lecture des *Oeuvres* de Léon Trotsky, mais aussi du fait de la tournure souvent infamante sur le plan des attaques personnelles.

Seul importe évidemment de rétablir, autant que possible, la vérité historique avec le recul nécessaire. De ne pas succomber à une lecture biblique des écrits de Trotsky qui n'a jamais prétendu être à l'abri de l'erreur et était le plus apte à réviser son point de vue et à changer de cours. A plus forte raison faut-il se garder de faire de ses écrits un instrument fractionnel. Il semble qu'un revirement de Trotsky s'esquissait en 1939-1940, en ce qui concerne le groupe Molinier-Frank, sans que l'on puisse préjuger d'un dialogue tragiquement interrompu.

Tout cela est amplement dépassé et l'on s'étonnera, peut-être, que l'on y revienne encore. Mais l'Histoire est une et il faut éviter d'occulter les zones d'ombres et de sacrifier à la facilité et aux images d'Épinal.

**Rodolphe Prager**

● *Quelles sont tes réflexions sur la cause des crises quasi-permanentes qui déchirèrent le mouvement trotskyste français dès ses origines ?*

— Pour bien comprendre notre mouvement en France, il faut se rappeler qu'il s'est formé dans le PC et il faut tenir compte des particularités de ce parti, fait de bric et de broc, à partir d'un PS sans fort enracinement dans la classe ouvrière, excepté dans le Nord et le Pas-de-Calais où il résista le plus à l'adhésion à l'Internationale communiste. On avait seulement commencé à épurer le PC du réformisme et du centrisme, dans les années qui suivirent Tours, quand la « bolchévisation » est survenue. C'était un mélange d'ouvriérisme et de bureaucratisation du parti. Le PC n'avait pas vraiment une direction forgée dans la lutte de classes, elle a été fabriquée au cours des années par de nombreuses interventions de Moscou. L'Opposition de gauche dans le PC français ne s'est pas formée au cours d'une lutte politique intérieure cohérente dans le PC.

Dans la crise qui commença à partir de 1924, plusieurs groupes se formèrent, le plus souvent droitiers. Quand Trotsky a été expulsé de l'URSS, il a commencé à rassembler l'Opposition internationale. En France, il a trouvé des forces éparses, hétéroclites, suscitées sur des points particuliers, dépourvues de la moindre homogénéité. La personne à qui Trotsky avait accordé sa confiance et son appui pour rassembler l'Opposition de gauche était Alfred Rosmer. C'était un excellent journaliste, mais pas un homme d'organisation à bien des égards, non dans le sens administratif, mais du point de vue d'associer des hommes pour créer une organisation.

Le mouvement trotskyste en France commence avec le lancement de *la Vérité* en août-septembre 1929. Le groupe de *la Vérité* comprenait des syndicalistes révolutionnaires proches de Rosmer qui n'ont pas joué un grand rôle et s'éloignèrent rapidement, des militants de base du PC dont R. Molinier et moi qui étions alors bien jeunes, l'équipe également jeune de Naville. Le groupe ainsi formé manquait d'unité politique et la situation objective ne se prêtait pas aisément à une insertion dans le mouvement de masse. Cependant nous n'étions pas dépourvus de militants ouvriers, dont certains d'une qualité remarquable, en provenance du PC, dans la période de 1929 à 1936. C'est plus tard que

notre recrutement ouvrier a faibli, en corrélation avec les grandes transformations du mouvement ouvrier français, l'expansion considérable du PC.

La première bataille de l'organisation trotskyste en France a été dirigée contre la « troisième période » et pour le front unique en Allemagne, face à la montée du fascisme. Nous avons alors enregistré des gains. Puis sont arrivées les journées de février 1934 où, compte tenu de nos forces, nous avons joué un rôle relativement important. Nous avons alors établi les premiers contacts avec la gauche du Parti socialiste qui dirigeait les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise (Zyromski et Pivert). Nous nous sommes aperçus que certains anciens membres du PC avaient rejoint le PS qui, après s'être débarrassé des néos, s'affichait plus à gauche. En France aussi se posait le problème de barrer la route au fascisme.

● *Survient alors, en juillet 1934, la proposition de Trotsky d'adhérer à la SFIO qui souleva la plus grande tempête que le mouvement ait connue et entraîna des scissions en chaîne dans plusieurs sections. Le sujet de « l'entrisme » demeura une pomme de discorde très fréquente à toutes les époques, dans de nombreux pays.*

— La proposition d'entrée dans la SFIO, faite par Trotsky, a soulevé de grandes discussions. En moins d'un an se sont posés deux grands problèmes aux trotskystes français. Vers la mi-1933, celui d'abandonner la lutte pour la réforme de la III<sup>e</sup> Internationale pour passer à la construction d'une nouvelle Internationale et d'un nouveau parti. A peine cette nouvelle position était-elle adoptée que fut posée la question de l'entrée dans la SFIO. D'où une certaine difficulté à franchir ce pas qui allait aussi à l'encontre de notre tradition communiste de lutte contre la social-démocratie.

La tactique entrisme n'avait pas été clairement définie quant aux perspectives et à sa durée — il était d'ailleurs difficile de le faire. La création du Front populaire et la perspective de son accession au gouvernement survenant ensuite, la présence de révolutionnaires dans le Parti socialiste était intolérable pour la direction Blum. Nous avons été surpris par les exclusions des JS de la Seine, fin juillet 1935, qui étaient devenues notre point fort. Dans le PS lui-même nous avons aussi remporté des succès. Mais la création de la

1. Entretien Léon Trotsky-C. L. R. James, en avril 1939, dans « le Mouvement communiste en France », textes commentés par Pierre Broué, page 637, éditions Minuit, Paris 1967.

Gauche révolutionnaire par Pivert, avec la bénédiction de Blum, limita ces progrès.

L'entrisme est une tactique qui est maintenant acceptée comme telle par le mouvement trotskyste ; ce sont les circonstances qui la font poser. Le plus difficile dans cette tactique, c'est le plus souvent les conditions de la sortie, qui a souvent été mal opérée. L'entrisme est au fond une tactique de groupes très faibles qui ne peuvent faire un usage efficace du front unique, considéré sous sa forme la plus générale. Au surplus, il s'est avéré extrêmement difficile de briser l'encadrement des masses par les organisations traditionnelles en place depuis un demi-siècle et davantage. L'IC a fait cette expérience, malgré la révolution d'Octobre, et nous plus encore. L'exemple de la survie de la social-démocratie allemande, corrompue entre toutes, est saisissant.

Il faut de très grandes luttes, de très grands événements, pour parvenir à dépasser les organisations de masse et, encore, ce n'est pas assuré automatiquement et totalement. En Juin 1936, en dépit de tous les efforts que nous avons pu faire, nous nous sommes trouvés littéralement noyés par le flot ouvrier montant qui se déversait dans le PCF et la CGT.

● *Que faut-il penser avec le recul de la scission des trotskystes français en 1935-1936 qui affaiblit tant le mouvement à un moment névralgique ?*

— Dans la crise des trotskystes de 1935-1936, toutes sortes de facteurs personnels ont évidemment joué, mais ils recouvraient des antagonismes politiques. Entre parenthèses, je ne pense pas que, si cette crise ne s'était pas produite, les trotskystes auraient pu changer quelque chose à l'issue de Juin 1936. Avec l'entrée dans la SFIO, il y avait eu un renouvellement important de l'organisation par la venue de très jeunes camarades qu'il fallait assimiler. Dans la crise, Trotsky a misé sur les jeunes parce qu'ils lui semblaient les plus aptes à affronter les épreuves de la guerre mondiale qui se profilait. C'est dit presque explicitement dans ses déclarations à C. L. R. James (1). Si l'on se reporte à la brochure *l'Organe de masse* de Nicole Braun, inspirée par Trotsky, on s'aperçoit qu'il estimait au fond que les deux fractions en lutte étaient aussi confuses politiquement l'une que l'autre. Mais l'une était suivie par les jeunes (ou suivait les jeunes), et c'est pour cela

que Trotsky l'a soutenue. De ce point de vue, il avait raison.

Notre grande erreur, à Molinier et à moi, qui espérions encore pouvoir gagner des forces parmi les adultes dans le PS, a été de ne pas comprendre cela. Notre propre groupe qui avait seulement des divergences de tactique et non de principe a finalement été sauvé, lui aussi, parce qu'il a pu regrouper des jeunes. Au cours de la guerre, la plupart des anciens du POI et du PCI ont disparu ; ce sont les jeunes de part et d'autre qui ont fait renaître le mouvement, qui l'ont reconstruit et l'ont unifié.

● *Quelles sont tes réflexions sur le rôle du Secrétariat international dans ce contexte ?*

— Je pense que, de 1936 à 1940, Trotsky commit certaines erreurs dans la direction de l'organisation internationale. Par exemple, il a été hâtif en Hollande, où il a soutenu des camarades trop impulsifs qui ont rompu trop vite et mal avec le RSAP. Les responsabilités du Secrétariat international étaient assurées par des militants manquant souvent de maturité et inexpérimentés (nous l'étions tous à l'époque) ou par des gens comme Rous. Lors du congrès de fondation de la Quatrième Internationale en 1938, Trotsky s'en remit largement pour les questions d'organisation à Cannon, dirigeant du SWP, dont la connaissance des sections européennes était sujette à caution ; de toute façon, il se heurta à certains faits accomplis auxquels il ne pouvait plus remédier.

Les scissions qui ne se justifient pas par des divergences fondamentales entraînent généralement des polarisations dangereuses ; l'un évolue dans un sens opportuniste, l'autre dans un sens sectaire. Cela a été le lot du POI et du PCI d'avant la guerre. Il faut aussi tenir compte du climat général de l'époque : l'échec des luttes ouvrières trahies par les directions, la défaite en Espagne, les crimes de Staline, l'approche de la guerre. L'entrisme dans le PS en 1934 était très justifié ; celui effectué dans le PSOP en 1939, je l'ai préconisé dans l'ex-PCI, mais aujourd'hui, je considère que ce fut une erreur. Il fallait peut-être y envoyer des camarades, mais ne pas faire d'entrisme à une telle proximité de la guerre.

● *Trotsky traça sciemment un tableau très sombre sur les chances de survie des organisations révolution-*

*naires en période de guerre, allant jusqu'à dire qu'ils ne subsisteraient, peut-être, que trois ou quatre militants disponibles en France, restant fidèles, échappant aux arrestations et à la mobilisation (1). Ce péril existe effectivement, en particulier sous une dictature fasciste. Quelles sont tes propres observations et tes impressions ressenties à ton retour en France, en 1946 ?*

— La guerre a été une épreuve très difficile, très pénible, qui a permis au mouvement trotskyste dans plusieurs pays de sortir du premier stade infantile. Cela a été également vrai à l'échelle internationale où il a fallu agir, désormais, sans Trotsky. Cela n'a pas empêché qu'il y ait des crises et des scissions, mais le mouvement avait tout de même connu une mutation et ces crises et ces scissions ont eu désormais un autre caractère.

Ce qui m'a frappé à mon retour en France au début de 1946, c'est qu'il y avait une organisation vraiment différente, composée de militants qui se sont formés pendant la guerre, et elle avait acquis une certaine maturité. Par rapport au désordre d'avant la guerre, le progrès était considérable, même s'il y avait encore beaucoup à faire. Mais les gains dus à l'entrisme dans la SFIO avaient encore laissé des traces dans le fonctionnement de l'organisation ; on peut toujours distinguer en matière d'organisation l'origine, soit le PS, soit le PC. Le courant droitier dans le PCI, dirigé par Parisot et Demazière, me déconcerta pourtant au début, car je ne lui trouvais pas grand rapport avec le trotskysme.

Après les expériences de 1935 et de 1945, j'ai tiré entre autres comme leçon que, quand nous gagnions à nous des forces nouvelles, nous sommes obligés dans l'assimilation, dans la fusion, de retraverser un certain nombre de stades effectués dans le passé, à des rythmes différents, sous des formes nouvelles, que c'est inévitable et qu'il faut savoir le faire. Cela s'est reposé après 1968 à une échelle toute différente. C'est certainement une opération toujours difficile que notre mouvement, n'en doutons pas, aura à refaire plus d'une fois. Car ceux que nous recrutons ne sont pas pour autant déjà des trotskystes, ils aspirent à le devenir et c'est dans l'organisation seulement qu'ils peuvent le devenir. Cela exige beaucoup des anciens qui, sinon, risquent de gâcher bien des potentialités.

Ce qui a été positif aussi, en 1944-1946, c'est que le contentieux d'avant la guerre a été dépassé. Nul ne s'en souciait plus et ne songeait à relancer des polémiques à ce sujet. C'était un chapitre clos, il y avait un autre climat. L'absence de la plupart des anciens protagonistes y contribua certainement. Les nouvelles divergences se sont situées au plan des idées dans toutes les crises qui ont suivi. La situation objective avait mûri et l'organisation aussi.

● En janvier 1940, Trotsky revient dans la discussion avec Shachtman sur le « cas Molinier », soulignant ses qualités et déclarant qu'il ne renonce pas à l'espoir de renouveler une tentative d'intégration de Molinier dans la Quatrième Internationale dans des conditions appropriées. Cela revenait à contredire les résolutions anciennes sur « l'incompatibilité de Molinier avec le mouvement ouvrier » et aida, d'ailleurs, à régler la question Molinier lors de la fusion des trotskystes français en février 1944 (2).

— Molinier avait de grands défauts en même temps que de très grandes qualités. Trotsky en parle dans *Défense du marxisme* (3). Il est aujourd'hui encore resté trotskyste, membre de la Quatrième Internationale, sans occuper aucune fonction responsable. Ce qu'ont écrit Rosmer et Deutscher, par exemple, sur lui et sur son frère Henri n'est pas exact, notamment en matière financière. Ils n'avaient pas de fortune, ils n'avaient

pas d'argent, ils cherchaient à gagner de l'argent pour l'organisation et ont donné à celle-ci tout ce qu'ils ont pu gagner.

La résolution de septembre 1938 contre Molinier-Frank ne venait certainement pas de Trotsky, car ce qu'il a écrit quelques mois plus tard, au cours de sa polémique contre Burnham-Shachtman, contredit totalement cette résolution. En 1938, Cannon a eu des pourparlers avec le PCI, à coup sûr sur les conseils de Trotsky, pour tenter de résorber la scission. La résolution adoptée au congrès de fondation dit « jamais d'unification » ; Trotsky écrit quelques mois après qu'il ne renonce pas à unifier les forces trotskystes, y compris Molinier. La correspondance entre Molinier et moi avec Trotsky (4), peu avant qu'il soit tué, montre qu'il ne parlait pas en l'air. Je pense que le POI d'alors a imposé sa volonté au congrès, mais le POI était peu en condition de le faire pendant longtemps.

La division de l'époque a pu faciliter la besogne des agents du Guépéou, ne serait-ce que par suite d'une absence de solidarité dans les mesures de vigilance et des tensions dans les rapports.

Sur tous les points soulevés dans cet entretien, il me faudrait nombre de pages pour expliquer les conclusions auxquelles je suis personnellement arrivé sur ces années passées, mais j'ai d'autres travaux qui m'occupent en ce moment.

10 mars 1978

2. « Résolution sur l'unification en France » adoptée par la Conférence européenne et la Quatrième Internationale, en février 1944 ; point 13 : « Dans un but d'unité, la Conférence européenne, avec le recul des dernières années, juge qu'il n'y a aucune raison, ni sur le plan personnel ni sur le plan politique, concernant l'activité passée du camarade R. M. [Raymond Molinier], qui empêcherait son entrée dans le parti unifié. » Dans « les Congrès de la Quatrième Internationale », tome 2, « l'Internationale dans la guerre (1940-1946) », page 268, éditions La Brèche, Paris 1981.
3. Léon Trotsky, « Défense du marxisme », pages 241-243, EDI, Paris 1972.
4. Voir les « Cahiers Léon Trotsky » publiés par l'Institut Léon Trotsky, n° 9, janvier 1982, pages 61-74 : articles de Pierre Broué, « la "réconciliation" avec Raymond Molinier » et de Pierre Frank et Raymond Molinier, « A propos de la crise du mouvement trotskyste en France dans la période d'avant-guerre ».

Pierre Frank, Ernest Mandel et Alain Krivine lors d'un meeting des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale au début des années soixante-dix.



# Nouvelle étape dans la crise de la majorité PS-PCF

Francis SITEL

**E**TRANGE vie politique française où il suffit, pour paraître original et courageux, d'asséner d'un air inspiré une bonne évidence ! Ainsi, Philippe Seguin, député RPR des Vosges, s'est taillé un franc succès en déclarant que socialistes et communistes « ont changé de politique » et qu'il est « quelque peu paradoxal, d'ailleurs, de constater que ni l'opposition ni la majorité ne veulent réellement le reconnaître (1). »

Serge July, pour sa part, glose à longueur de pages, dans *Libération*, sur la « nouvelle politique » présidentielle et rêve de psychanalyser Mitterrand pour lever ce « tabou » qui oblige le président à censurer l'aveu de ce changement (2).

Pourtant, nul n'est besoin d'être grand clerc pour savoir que l'adoption définitive de la « rigueur », sous la houlette de Delors, en mars 1983, correspondait à un changement politique radical. Les éléments de crise sociale et politique qui ont surgi en ce début d'année 1984 sont, très directement, la conséquence de ce changement de politique. Il est symptomatique que le même mois d'avril ait vu descendre dans la rue des travailleurs qui, luttant pour défendre leur emploi, s'opposent au plan acier du gouvernement, et les défenseurs de l'école laïque pour dénoncer le plan Savary de capitulation devant l'école privée. Dans l'un et l'autre cas, sur des terrains différents, le gouvernement a vu se dresser en opposition à sa politique les forces sociales qui constituent son assise et lui ont donné la majorité et le pouvoir.

Dans ces conditions, l'aggravation des contradictions au sein de la coalition gouvernementales entre PCF et PS, ainsi que la montée des tensions au sein même du PS, constituent autant de traductions de cette opposition croissante entre les forces de changement et le pouvoir qui était censé réaliser ce même changement.

## L'aggiornamento mitterrandiste

Mitterrand avait annoncé que 1984 serait « l'année difficile ». Il ne s'est pas trompé. Raison de plus pour faire le point. Sur trois questions principales :

l'évolution du projet présidentiel de Mitterrand, les réactions de la droite, d'une part, du PCF, d'autre part, à celle-ci.

Philippe Seguin n'analyse pas si mal le double refus, à droite et à gauche, de reconnaître que Mitterrand a changé de politique, lorsqu'il explique : « *L'opposition, parce que j'ai l'impression qu'elle continue à souhaiter voir les socialistes tels qu'elle voudrait qu'ils soient. La majorité parce qu'elle ne veut pas courir le risque du changement de cap, le risque d'incohérence.* »

Encore faut-il préciser que, loin d'être récusé, le changement de cap est revendiqué par une partie de la majorité et, de plus en plus, dénoncé par une autre partie de cette majorité.

Dans ces conditions, Mitterrand, tant qu'il fait le choix de pérenniser et non de changer cette majorité, se doit de maintenir la fiction qui voudrait que, depuis le début du septennat, la même politique est à l'œuvre.

Mais, à cette attitude présidentielle, il est une autre raison, plus fondamentale, qui est comme le chiffre de l'aggiornamento de Mitterrand. Derrière les discours économiques, et masquée par eux, la préoccupation est d'ordre politique et institutionnel. Elle tient à la question : « Qu'est-ce que présider ? ».

La quasi monarchie républicaine à quoi conduisent les institutions de la V<sup>e</sup> République oblige à dégager un consensus de pouvoir qui ne peut aller sans malentendus ni trahisons. De Gaulle avait trahi ceux qui l'avaient porté au pouvoir en pensant qu'il défendrait « l'Algérie française ». Pompidou et Giscard ont trahi ceux qui voyaient en eux les héritiers de de Gaulle. Et Chirac a trahi Giscard. La leçon est à retenir et Mitterrand a dû la méditer lorsqu'il a renoncé au combat traditionnel de la gauche contre la constitution antidémocratique de la V<sup>e</sup> République et qu'il a choisi de conformer son combat à ses mécanismes.

Pourtant, pour un président de gauche, la démonstration de la simple possibilité de présider était à faire. En effet, s'il suffit à un président de droite de neutraliser le camp adverse, Mitterrand

s'est engagé dans une entreprise autrement plus ardue qui est de gagner le soutien des forces sociales hostiles à la gauche. Concrétisation de la collaboration de classes dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République, le *compromis* est bien le sens même — inchangé ! — de cette politique.

L'objectif de la jonction avec le « patronat moderniste » est aujourd'hui recherché sur la base de « l'impératif absolu de modernisation » de l'industrie française. Au nom de cet impératif, la politique gouvernementale est entièrement soumise aux exigences capitalistes et totalement tournée contre les travailleurs. Il s'agit, incontestablement, d'une trahison de l'espoir du 10 mai. Mais, en se revendiquant de la « même politique », Mitterrand signifie que non content de se réclamer du compromis de classe, il l'incarne. Par là, en s'ajustant totalement aux institutions, il réalise le destin qu'il visait : président de la V<sup>e</sup> République ! Ce dont témoigne un style gaullien de plus en plus accentué qui a frappé tous les observateurs.

Sur le triple plan du jeu institutionnel, de la politique internationale et de la politique intérieure, marquée par les plans de restructurations industrielles et l'affaire de la laïcité, la cohérence de la politique de Mitterrand s'affirme de plus en plus nettement dans le sens de l'adaptation aux intérêts de la bourgeoisie. Et ce, sous le double signe de la « modernité » et de la « grandeur nationale ». D'où, nécessairement, le processus de rupture engagé par rapport aux aspirations ouvrières. Et des conséquences politiques qui commencent à se manifester, par la mise en déséquilibre de l'ensemble des forces politiques.

## La droite expectative

Seguin, encore une fois, voit juste lorsqu'il pense le moment venu de faire entendre une voix discordante dans le concert RPR-UDF. Pour les élections européennes, la droite a finalement opté pour la liste unique sous l'égide de Simone Veil. Opération facile, mais qui



Dessin paru dans le « Canard enchaîné » du 25 avril 1984.

ne saurait rapporter gros ! L'utilité est que, au prix d'une campagne insipide, où les divisions maintenues entre RPR et UDF vont apparaître diluées, la droite peut espérer être, à bons comptes, majoritaire dans ces élections. Mais, au-delà de ces calculs à courte vue, il est clair que les appareils et les leaders de la droite sont sans politique à proposer, parce qu'incapables de répondre au défi que représente pour eux l'actuelle situation. Car la surenchère en matière de « reaganisme », à quoi se réduit le discours de Chirac, ne constitue pas une politique. D'autant que l'argumentation apparaît quelque peu émoussée à un moment où le PS lui-même, par la voix de Jospin, se revendique des mêmes remèdes que ceux appliqués aux Etats-Unis, se flattant seulement d'user d'une « thérapeutique plus douce » (3).

Ni décidés à engager une offensive frontale qui précipiterait les échéances politiques, ni capables d'oser des ouvertures vers le pouvoir visant à déstabiliser la majorité, la droite... attend ! Il est symptomatique que, si elle capitalise les effets de la radicalisation politique à droite, elle n'a pas été en mesure jusqu'à présent de diriger réellement une grande bataille politique. Les manifestations « socio-professionnelles » les plus vigoureuses, telle celle des camionneurs, ont souvent échappé à son contrôle. Les gigantesques mobilisations pour l'école privée sont apparues être plus directement à la mesure de la hiérarchie catholique que des appareils de la droite. Quant à la campagne pour l'éviction des ministres communistes du gouvernement, elle a incontestablement été davantage le fait d'une partie de la gauche que de la responsabilité de la droite.

Celle-ci attend donc une alternance dont elle espère qu'elle tombera tel un fruit mûr, une fois que la politique gouvernementale aura suffisamment désespéré le « peuple de gauche ». Sans doute juge-t-elle que, puisqu'à chaque jour suffit sa peine, il lui sera loisible de réfléchir plus tard aux possibles surprises que peut réserver une réforme électorale introduisant une dose de proportionnelle.

Electoralement, cette tactique est incontestablement payante. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même politiquement. Dans la situation économique et politique telle que celle-ci, la bourgeoisie a besoin d'instruments politiques plus fiables que ce que sont aujourd'hui RPR et UDF... Si Chirac sait « se placer » au mieux, c'est davantage le résultat de la médiocrité de ses adversaires et concurrents que l'expression de ses qualités propres.

Un signe de cette faiblesse de la droite est constitué par les progrès de l'extrême droite. La politique attentiste de Chirac et de l'ensemble de la droite ouvre un espace politique que Le Pen a su occuper. Du strict point de vue des intérêts politiques de la droite, il ne s'agit pas d'un mince problème. Si l'extrême droite réussit à passer un certain seuil de représentativité électorale, ce qui apparaît

aujourd'hui possible, elle deviendra indispensable à la constitution d'une majorité. Dès lors, si, parallèlement, un centre-gauche entre dans le jeu, c'est le possible déchirement de la droite qui sera à l'ordre du jour. Une division à côté de laquelle le conflit entre Chirac et Giscard prendrait, *a posteriori*, allure de vététille sans gravité.

Il est par trop évident qu'une telle perspective entre dans les calculs de Mitterrand. Par rapport auxquels les rapports avec le PCF constituent un élément-clé.

## Le funambulisme du PCF

L'opposition entre le PCF et Mitterrand a paru avoir atteint le point de rupture à l'occasion des décisions sur la sidérurgie. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'ont finalement décidé de sauter le pas. Tant pis pour tous ceux qui se frottaient les mains et pour July qui, toujours docilement, pronostiquait, ou plus exactement « conseillait », la sortie des communistes du gouvernement. Les uns et les autres se consolent en répétant que ce n'est que sursis et affaire de temps... Belle lucidité en vérité !

Il est bien évident que Mitterrand n'utilisera de l'alliance avec le PCF que tant que celle-ci servira. Et il est non moins évident que la direction du PCF accentuera sa tactique de différenciation d'avec la politique du gouvernement jusqu'à quitter celui-ci. De l'un et l'autre point de vue, le plan sidérurgie représentait un test décisif. Mitterrand pouvait juger le moment venu de sanctionner politiquement, par un geste spectaculaire, le nouveau cours politique et donner un gage non négligeable à la bourgeoisie. Le PCF pouvait saisir cette occasion pour en finir avec une situation qui le contraignait à cautionner ouvertement les mauvais coups du gouvernement.

Reste qu'il n'y a pas eu rupture. Ce qui veut dire que Mitterrand estime que la participation gouvernementale du PCF lui est toujours utile au moment de faire avaler aux travailleurs les licenciements. Et la démonstration faite par les directions du PCF et de la CGT de leurs capacités à contrôler la marche parisienne des sidérurgistes lui donne raison en ceci qu'elle revêt une tout autre signification que la promenade symbolique de Marchais dans la même manifestation ! Et, pour sa part, la direction du PCF a estimé que la rupture serait plus dommageable pour ses intérêts que le maintien au gouvernement.

Choix de la direction communiste dont il faut dire sans détour qu'il signifie la solidarité gouvernementale et donc la co-responsabilité de la politique anti-ouvrière menée. De ce point de vue, il faut comprendre la campagne qui voudrait faire croire que le PCF pratique « la participation sans soutien » comme parfaitement inepte. A quel moment la direction du PCF a-t-elle tenté d'enrayer

1. « Grand Jury RTL-le Monde », le 22 avril.  
2. « Libération », 4 avril 1984.  
3. « Libération », 16 avril 1984.

l'application de cette politique ? Ou même refusé les votes de ses députés ? Quelques démarcations verbales, mêmes acérées, quelques gestes symboliques de solidarité avec les travailleurs, ne sont pas contradictoires avec le soutien au gouvernement. Si l'on prend en compte les risques encourus par le PCF de voir la classe ouvrière le juger pour ce qu'il est, on doit dire que la direction de ce même PCF pratique la forme de soutien au gouvernement réellement possible pour elle. Par glissements successifs, elle prépare incontestablement sa sortie du gouvernement, ce qui d'ailleurs pourrait signifier le début d'un « soutien sans participation » et se traduirait en tout état de cause par une division aggravée des rangs ouvriers.

Certes, à l'occasion du vote de confiance, un nouveau cran a été franchi qui actualise aux yeux de tous une telle perspective de rupture. Mais le zèle de certains à exorciser la présence communiste du gouvernement les amène à ne plus voir l'évidence. Entre le double risque de la coupure avec sa base ouvrière, pour prix de son soutien à la politique gouvernementale, et de la perte de son électorat, comme facture d'une rupture intempestive de l'Union de la gauche, la direction du PCF poursuit son chemin sur la corde raide de la participation gouvernementale critique. Car tel est, encore, la forme nécessaire de sa politique de collaboration de classes dans la situation.

## Les dupes

Pour la direction du PCF est-ce une consolation suffisante de ses difficultés de savoir que celle du PS a les siennes ? Ce qui est sûr c'est que les plaintes de l'une et l'autre n'ont aucune chance d'émouvoir Mitterrand. Ce dernier semble prêt à sacrifier son propre parti sur l'autel du compromis avec le patronat.

Pris entre le reniement des promesses de la veille et les mensonges à propos des fallacieuses perspectives du lendemain, le PS devrait s'interroger pour savoir ce qu'il peut sauver du présent. La politique concernant l'enseignement privé le frappe de plein fouet, dans ses traditions, ses engagements, son identité même.

Comment réagira-t-il lorsque le projet Savary lui sera officiellement soumis à l'Assemblée ? Telle est la question à laquelle il ne peut échapper. L'éventuelle utilisation par le gouvernement de l'article 49.3 de la Constitution lui éviterait de se prononcer sur le projet lui-même et lui épargnerait l'humiliation de voir ses amendements refusés. Mais une telle situation, loin de le dédouaner, ne ferait que poser plus crûment la question de vérité : à quoi sert le PS ?

Le projet, tout gaullien, de Mitterrand de rassembler le maximum de forces autour de sa personne ne peut, en effet, que réduire grandement le rôle réel d'un PS, pourtant majoritaire à lui seul à l'Assemblée.

Il est clair que, loin d'apparaître, à l'épreuve des faits, comme une force effective de changement, le PS est menacé d'une chute électorale en 1986 à la mesure du formidable élan qui l'a porté en 1981. Au demeurant, c'est vraisemblablement sur quoi table la direction du PCF : un échec retentissant du PS pourrait redonner un semblant de santé à son propre parti, selon la loi qui veut que, parfois, les grandes défaites n'aillent pas sans petits profits pour les appareils bureaucratiques...

L'échec assuré en 1986, comme châtiement d'une politique de reniements, et, pour lot de consolation, la possibilité de demeurer le partenaire indispensable de toute coalition gouvernementale au sein d'une représentation parlementaire modifiée par une nouvelle loi électorale : c'est là, on peut le penser, une perspective qui ne saurait aller sans contradictions croissantes au sein du PS !

## La voie de la riposte

A voir avancer à pas de géant l'offensive capitaliste, tandis que Mitterrand lui-même chausse les bottes gaulliennes pour prendre la tête de celle-ci, les travailleurs risquent fort de voir leur déconvenue devenir démoralisation. L'expérience extraordinaire qui est celle d'une situation où les partis majoritaires de la classe ouvrière sont au gouvernement s'avère, en effet, bien amère !

Pourtant, tout montre que la classe ouvrière et, plus largement, tous ceux qui ont élu Mitterrand et la majorité PS-PC conservent des capacités de combat considérables. On l'a vu dans les luttes des sidérurgistes et de l'automobile, on le voit dans les mobilisations laïques.

Malgré les coups encaissés, malgré la désorientation provoquée par la politique des directions, une même force parcourt ces actions : la volonté de ne pas se laisser « flouer », le refus de voir une politique inacceptable mise en œuvre par ceux-là mêmes qui ont été élus pour engager la politique inverse. En ce sens la contradiction fondamentale de la situation ouverte par le 10 mai 1981 est confirmée et s'avive progressivement.

Ce sentiment profond qu'il y a là quelque chose d'inacceptable, d'illégitime, est un ferment décisif de politisation, une promesse de modifications de grande ampleur au plus profond de la classe ouvrière.

Reste qu'avec l'appui du gouvernement le patronat et la droite ne

demeurent pas les bras croisés. Ils savent profiter de la situation pour marquer des points contre les travailleurs. Tandis que les ripostes ouvrières restent éclatées, partielles et souvent victimes d'un isolement qui peut être mortel.

C'est pourquoi la tâche centrale de l'heure est de construire la riposte d'ensemble des travailleurs. Autour du refus de la politique d'austérité du gouvernement, en voyant qu'aujourd'hui tout doit être fait pour contraindre celui-ci à retirer le plan sidérurgique et le projet Savary. Il s'agit là de deux tests décisifs. Inlassablement il faut tourner la mobilisation des travailleurs vers une exigence adressée à la majorité : celle de repousser ces mesures qui vont tellement à l'inverse de ce que veulent les travailleurs, de ce pour quoi ils ont précisément élus cette majorité.

A travers ces épreuves de force ce sont deux logiques qui s'affrontent. D'un côté, celle du compromis avec la bourgeoisie, qui ne peut que se payer de défaites cuisantes pour les travailleurs. De l'autre : celle de la lutte de classe qui doit permettre de défendre pied à pied les intérêts ouvriers, en situant ce combat dans la perspective de la nécessaire rupture avec le capitalisme, sa crise, son système d'exploitation et de régression sociale. Ces deux logiques sont incompatibles. Les travailleurs ne peuvent que s'en persuader davantage chaque jour, à l'occasion de chaque lutte.

Encore faut-il, pour faire face à cet affrontement inéluctable, disposer des instruments politiques indispensables. PS et PCF démontrent, une nouvelle fois, ce dont ils sont capables. Mais cela ne saurait suffire : il faut un parti qui témoigne qu'une alternative est possible. Un parti révolutionnaire dans lequel les travailleurs puissent se reconnaître.

Lutte intransigeante pour les revendications et refus de l'austérité, défense d'une perspective de rupture avec le capitalisme, construction d'un nouveau parti des travailleurs : trois tâches qui forment un tout et témoignent de ce que sont les défis et enjeux pour la classe ouvrière de la situation actuelle.

Les travailleurs ne sauraient entrer dans le rêve gaullien de Mitterrand. Ils savent bien que la « modernité » n'est qu'une fumée idéologique qui masque une offensive capitaliste contre leurs intérêts les plus fondamentaux. Mais, sous peine d'un dur réveil, il ne suffit pas de crier « trahison », il faut prendre les choses en main, peser sur le cours de la lutte des classes. Les travailleurs lorsqu'ils ont commencé à se mobiliser massivement le savent bien. Mais, chacun le sait bien aussi, le chemin est escarpé et semé d'embûches. Nous n'en sommes encore qu'aux premiers pas d'un long parcours. □

Dossier

# Conseils d'usine et unification syndicale en Italie (1969/1984)

Anna LIBERA

**L**A riposte organisée depuis le début de cette année par les travailleurs italiens contre la politique d'austérité du gouvernement Craxi et, en particulier, contre le décret remettant en cause l'échelle mobile, montre que, malgré les coups reçus ces dernières années, la capacité de lutte de la classe ouvrière demeure suffisante pour mettre en échec les plans du patronat.

Le vaste mouvement de lutte qui a touché toute la péninsule a mis en lumière, comme jamais peut-être au cours de ces quinze dernières années, la force représentée par ces instruments politiques et organisationnels que sont les conseils d'usine, nés au cours des grandes luttes de 1968-1969. Les conseils renouent aujourd'hui naturellement avec le rôle qui fut le leur au cours de l'automne chaud de 1969 : nés alors comme instruments de lutte immédiate ils s'étaient vite affirmés comme les éléments moteurs du processus d'unification syndicale. A l'heure où le patronat italien entend lancer une offensive décisive contre les acquis de ces quinze années de lutte ; à l'heure où la division paralyse totalement les sommets syndicaux, les conseils d'usine assument à nouveau dans la pratique leur rôle d'instruments de lutte et d'unification de la classe ouvrière italienne.

Refaire la chronique de l'unification syndicale en Italie n'a pas seulement un intérêt historique. En effet, nombre des points de force, mais aussi de faiblesse, du syndicalisme des conseils trouvent leurs racines dans la façon dont le processus a été engagé en 1969, puis bloqué en 1972. Toute discussion visant à relancer le processus unitaire ne peut donc faire l'économie d'un bilan de cette expérience, comme a commencé à le faire la première assemblée nationale autoconvoquée des conseils d'usine le 6 mars dernier à Milan.

## Classe ouvrière et syndicats à la veille de l'automne chaud

La profonde transformation du mouvement ouvrier organisé italien qui s'est opérée à partir des grandes luttes de l'année 1969 trouve ses racines dans les modifications intervenues dans le processus de production lui-même, et dans la configuration de la classe ouvrière, au cours de la phase du « miracle économique » italien (1955-1962).

Le décollage industriel de la péninsule a entraîné une hausse massive de l'emploi dans l'industrie manufacturière ; cette hausse a touché en premier lieu les secteurs à production de masse (électromécanique, automobile, chimie) où est apparu — bientôt en majorité — l'ouvrier non spécialisé, l'« ouvrier-masse » comme on l'appellera en Italie, l'OS en France. Dans l'électromécanique, les OS représentent 61,7 % de la main-d'œuvre en 1962, dans l'automobile 54 %. L'écrasante majorité de ces OS proviennent du Sud (73 % à l'Alfa Romeo, par exemple)(1). Ces travailleurs, contrairement à ce qui se passait dans d'autres pays européens à cette époque, provenaient d'une immigration interne (Sud vers le Nord, campagne vers la ville) ; ils disposaient des mêmes droits que les autres travailleurs et étaient prêts à engager la lutte pour changer les choses ici et maintenant. Loin de contribuer à la division, l'immigration sera un puissant facteur d'unification du prolétariat italien.

En outre, une homogénéisation s'est également opérée au niveau des sexes et des classes d'âge : l'ouvrier-masse est une homme, âgé de vingt-cinq à quarante-cinq ans. Les femmes et les hommes âgés sont expulsés du processus de production (2).

Enfin, l'homogénéisation a également lieu au niveau du contenu et de l'organisation du travail : travail à la chaîne, parcellisé, répétitif, cadences infernales, travail en équipes. Ce n'est pas un hasard si ces questions seront au centre des luttes de 1969.

On a donc, à la veille de l'automne chaud une classe ouvrière très homogène : concentrée dans le triangle industriel Milan-Turin-Gênes ; regroupée dans de grosses unités de production ; composée majoritairement d'OS mâles, âgés de vingt-cinq à quarante-cinq ans, provenant d'une immigration interne.

Le fait qu'il s'agisse d'ouvriers fraîchement arrivés de la Calabre ou de la Sicile implique une autre caractéristique : ils n'ont aucune expérience, ni syndicale, ni politique. Et en arrivant dans les usines du Nord, ils vont y trouver le vide organisationnel, produit à la fois de la répression patronale et de la politique collaborationniste et/ou bureaucratique des principales confédérations (3). Pour qui connaît le mouvement syndical italien de ces dernières années, il est difficile d'imaginer la réalité de la fin des années cinquante et du début des années soixante, que la mémoire ouvrière a justement qualifiées d'« années

noires » : triomphe du syndicalisme jaune à la FIAT, listes noires, ateliers-prisons pour les militants communistes, licenciements pour activité syndicale, etc. A cette répression permanente qui, à elle seule, aurait suffi à vider les entreprises de toute présence syndicale, s'ajoutaient les choix mêmes des confédérations. La CISL et la UIL, qui favorisaient la collaboration étroite avec le patronat, ne voulaient pas s'embarrasser de structures syndicales dans les entreprises, qui auraient pu demander des comptes et dont, de toutes façons, le patronat ne voulait pas. La CGIL, pour sa part, suivant une conception profondément bureaucratique des rapports avec les travailleurs, privilégiait la centralisation extrême des négociations et l'organisation territoriale du syndicat.

Il n'existait donc, à l'intérieur de l'usine, que les Commissions internes (CI), élues sur listes syndicales, dépourvues de tout pouvoir de négociations au niveau de l'usine et dont le rôle était de « *maintenir des rapports normaux entre la direction et les travailleurs de l'entreprise, pour assurer un déroulement régulier de la production, dans un esprit de collaboration et de compréhension réciproque* » (4).

Cette extériorité totale de l'entreprise va empêcher les centrales syndicales, et en premier lieu la CGIL, de saisir les transformations en cours dans l'organisation du travail et la composition même de la classe ouvrière. Certes, à la fin des années cinquante, face à la baisse des effectifs et aux échecs aux élections syndicales, la CGIL (mais aussi la CISL) commencent à discuter d'un nécessaire « retour à l'usine » du syndicat. La CGIL parle de créer des sections syndicales d'entreprises (SSA — Sezione sindacale d'azienda). Mais celles-ci ne se développeront jamais vraiment à cause, d'une part, du refus catégorique du patronat de reconnaître une structure syndicale autre que la CI dans l'entreprise et, d'autre part, du refus des organes territoriaux du syndicat de leur déléguer le moindre pouvoir contractuel. Pour cette raison même, les sections syndicales d'entreprise ne seront pas ressenties par les travailleurs comme une nécessité, car ils n'y voyaient pas un moyen de renforcer leur pouvoir collectif.

Pourtant, les signes de relance des luttes, qui apparaissent dès le début des années soixante, en particulier lors de la mobilisation des métallurgistes pour le renouvellement de leurs contrats en 1962-1963, vont amener les confédérations à assouplir quelque peu leurs pratiques de négociations hyper-centralisées, par l'introduction de la « négociation articulée ». Dorénavant, après la signature des contrats nationaux de catégorie aura lieu une négociation visant à l'application du contrat au niveau de chaque usine. Pourtant cette ouverture est des plus limitée, car le contrat d'usine est totalement subordonné au contrat de

catégorie et, surtout, il est toujours négocié par les structures territoriales du syndicat. La CGIL, comme les autres confédérations, accepte en effet de signer un préambule aux contrats de 1962-1963 qui limite strictement la sphère d'intervention du syndicat dans l'usine et la CGIL en particulier ne cherche pas à imposer la reconnaissance des sections syndicales d'entreprises.

Ainsi, malgré ce léger tournant du début des années soixante, la coupure reste profonde entre les travailleurs et les organisations syndicales, comme le montre l'évolution des effectifs de la CGIL et de sa fédération de la métallurgie (FIOM), qui enregistrent leurs niveaux les plus bas à la veille de l'automne chaud (voir tableau).

Faut-il s'étonner dès lors que le mouvement syndical ait été, dans un premier temps, totalement pris de court par l'explosion ouvrière de 1969, et que les travailleurs aient cherché hors des confédérations à créer des nouveaux instruments de lutte et d'organisation ? Cette tendance a été d'autant plus forte, que les centrales organisaient essentiellement les ouvriers spécialisés de vieille souche et n'avaient pratiquement pas réussi à attirer dans leurs rangs les « ouvriers-masse » qui formaient désormais la majorité de la classe ouvrière industrielle.

Il faut pourtant souligner, et c'est important pour l'évolution ultérieure du mouvement syndical, que des secteurs de l'appareil, en particulier dans les fédérations de la métallurgie FIOM-CGIL, et FIM-CISL de Turin, ainsi que certains groupes d'avant-garde avaient commencé à comprendre la portée des transformations de la classe ouvrière et leurs conséquences pour la politique syndicale. C'était le cas de la revue *Quaderni Rossi* de Raniero Panzieri, publiée à Turin à partir de 1960. Elle pratiquait l'« enquête ouvrière » (dans la tradition de l'*Ordine nuovo* de Gramsci) et fournit les premières analyses détaillées de la nouvelle réalité dans l'usine ; elle mena également un intéressant débat sur le contrôle ouvrier (5).

C'était aussi le cas de militants de la FIOM turinoise (comme Foa et Garavini) qui avançaient dès la fin des années cinquante les éléments d'une nouvelle politique syndicale basée sur deux éléments : le renversement de la politique de négociations qui ferait du contrat d'usine la base de la pyramide contractuelle et l'élection de délégués d'atelier. La FIOM turinoise proposait dans un document (en 1957 !) que « *la CI soit flanquée... d'un conseil de délégués d'atelier, élu à raison de un pour cent travailleurs ; que le conseil des délégués soit élu atelier par atelier, bureau par bureau, sur listes blanches ; le conseil d'atelier doit élaborer la plate-forme revendicative de la CI et doit être consulté* ».

Evolution des effectifs de la CGIL et de la fédération de la métallurgie de 1949 à 1967.

	1949	1955	1957	1961	1967
CGIL	4 988 271	4 194 245	3 118 936	2 531 299	2 600 000
	1949	1958	1963	1967	
FIOM	637 000	188 000	292 000	260 000	

## Dossier

*sur toutes les décisions importantes que la CI doit prendre... »*

Cela ne suffit pourtant pas pour faire des syndicalistes turinois les pères des conseils qui naîtront spontanément de l'expérience ouvrière. Mais ils seront les premiers dans le syndicat à en saisir l'importance et se battront résolument contre les directions des confédérations, pour les contraindre à accepter les conseils comme nouvelles structures unitaires de base du syndicat.

### Les délégués et la « pratique de l'objectif »

On a coutume de dater à l'automne 1969 la relance des luttes ouvrières en Italie. C'est pourtant dès le printemps 1968 que les ouvriers sont entrés en grève contre les conditions de travail, les cadences infernales, le travail aux pièces. Dès cette date, le mouvement acquiert ses deux caractéristiques fondamentales. D'abord, sa spontanéité et son autonomie : si des militants syndicalistes participent au mouvement, les directions y sont extérieures et le plus souvent ouvertement opposées ; ensuite, le contrôle ouvrier — ou la « pratique de l'objectif » comme on disait alors de façon imagée — : les travailleurs ne demandent pas l'ouverture d'une négociation sur les cadences ou le rendement, mais les réduisent d'eux-mêmes. On recherche les formes de luttes qui coûtent le moins cher aux travailleurs. Ce sont les grèves en cascade : dans le cycle de production chaque catégorie de travailleurs fait grève deux heures, mais le cycle est bloqué la journée entière.

Pour mener ces luttes, les travailleurs se donnent immédiatement des instruments. Ce sont les délégués qui commencent à apparaître dès 1968 dans de nombreuses usines. Ils émanent directement des travailleurs, du « groupe homogène » de travail, et sont révocables par eux ; ils sont élus pour des tâches précises (réduction des cadences, du rendement, contrôle du caractère malsain de l'atmosphère dans l'atelier, etc.) ce qui permet un contrôle effectif par l'assemblée ouvrière. L'assemblée et l'élection des délégués deviennent les traits marquants de la mobilisation dans les gros centres industriels. Au printemps 1969, le mouvement des délégués atteint son point culminant à la FIAT de Turin. L'appel d'un groupe de délégués de cette usine, que nous

reproduisons en annexe, illustre bien toute la portée de cette nouvelle expérience.

Que font les organisations syndicales pendant ce temps ? S'il ne fait pas de doute que de nombreux militants FIOM et FIM sont actifs dans l'élection des délégués à Turin, jusqu'à l'automne 1969, les confédérations seront ouvertement hostiles au mouvement, dénonçant son « assembléarisme » outrancier et les formes de lutte qu'elles n'arrivent pas à contrôler. Il faut dire que, de leur côté, tout à l'élection de leurs délégués, les travailleurs ne se préoccupent pas de savoir où se trouvent et ce que font les organisations syndicales. Les délégués se réunissent fréquemment dans les universités (alors aussi en effervescence) et non dans les Bourses du travail qui, bien souvent d'ailleurs, leurs ferment leurs portes.

Cependant, cette puissante mobilisation, cette unité qui se forme à la base, dans la lutte, ne pouvait manquer d'exercer une forte pression sur des confédérations qui, par ailleurs, tirent un bilan assez critique de la politique du PCF et de la CGT en Mai 1968 en France. Cette pression de la base, combinée à la contestation intérieure qui est apparue dans les fédérations de la métallurgie, va amener les centrales à changer de tactique en été 1969 (en juillet 1969 une grève générale à Turin avait donné lieu à de violents affrontements dans toute la ville, témoignant du caractère tout à fait explosif de la situation).

Dès lors, elles vont tenter de « chevaucher le tigre » de la révolte ouvrière, comme on commencera à dire à cette époque. Elles vont s'efforcer d'épouser les aspirations les plus marquantes issues de la base pour mieux en reprendre la direction et profiter des rapports de forces créés par les luttes pour renforcer les organisations syndicales et leur pouvoir de négociation face au patronat et au gouvernement.

L'occasion leur sera fournie par l'ouverture des négociations pour le renouvellement des contrats collectifs qui venaient à échéance à la fin de l'année 1969. Le mouvement de délégués, très avancé dans certaines grosses usines, n'avait pas atteint un niveau de développement et de conscience tel qu'il puisse se présenter comme une direction nationale alternative. Les confédérations restaient l'interlocuteur pour le patronat ; celui-ci a d'ailleurs bien compris le parti qu'il pouvait en tirer et c'est pourquoi l'ouverture des négociations fut avancée à septembre.

Pourtant le mouvement de la base était déjà assez fort pour conditionner sérieusement la politique des confédérations. Pour « chevaucher le tigre » de façon efficace, il faut faire un bout de chemin avec lui. Et c'est ce que firent les directions syndicales, en faisant discuter les plate-formes revendicatives par les assemblées d'usine, en reprenant les principales revendications égalitaires apparues dans les luttes précédentes (augmentations égales pour tous, parité de salaire entre les employés et ouvriers ; réduction de l'éventail des salaires, suppression des zones salariales, suppression du travail de nuit, etc.), organisation de nombreuses grèves régionales et nationales, une grande manifestation des métallos à Rome ; enfin, en demandant la reconnaissance des délégués dans une série de contrats.

Par leur tactique souple les confédérations vont contribuer à l'extension et la centralisation du mouvement de lutte, mais vont aussi s'efforcer de le

reprendre en main et de le canaliser vers leurs projets réformistes et gradualistes. Pourtant, vu la puissance du mouvement spontané, le caractère démocratique et unitaire des délégués, cette seconde partie de l'opération sera loin d'être aisée. En fait, on va assister à un processus complexe d'interaction entre le mouvement de la base et les confédérations, processus qui va mener, d'une part à la syndicalisation des conseils, et, de l'autre, à une profonde transformation des centrales au cours de la première phase du mouvement pour l'unification syndicale.

## Conseils de délégués et unification syndicale

Si de nombreux contrats signés à l'issue des grandes luttes de l'automne reconnaissent les conseils de délégués comme forme de représentation des travailleurs (c'était le cas à la FIAT, la Pirelli, l'Italsider...), ces organes et leur fonction restaient encore très mal définis et, surtout, les directions confédérales les voyaient encore comme des structures concurrentes aux sections syndicales.

Les différenciations au sein des confédérations vont vite s'approfondir sur cette question. Face à des directions qui se préoccupaient essentiellement de reprendre le contrôle du mouvement de masse et de circonscrire strictement le mouvement des délégués avant de pouvoir le résorber, certaines fédérations — métallurgie, chimie — vont prendre la tête de la généralisation des délégués et de la lutte pour l'unification syndicale. Ce n'est évidemment pas un hasard : ces catégories avaient été les plus combattives durant l'automne chaud ; elles avaient connu la poussée unitaire la plus forte et c'était en leur sein que s'était développé le mouvement des délégués (on en comptait cinq mille en 1969).

Pour la majorité, ces délégués n'étaient inscrits à aucun syndicat : à la FIAT, sur 199 délégués, 70 seulement étaient syndiqués dont 28 à la CGIL. Ces délégués unitaires n'envisageaient pas de devoir choisir l'adhésion à une confédération particulière, pas plus d'ailleurs que les travailleurs qui les avaient élus. La syndicalisation des conseils ne pouvait avoir lieu que dans le cadre d'un syndicat unitaire. Les dirigeants de la FIOM (Trentin, Garavini) et de la FIM (Carniti) en seront les premiers convaincus, suivis de ceux des fédérations de la chimie. Dès le printemps 1970, ils vont d'une part favoriser l'unité d'action permanente à tous les niveaux entre leurs fédérations et, d'autre part, la généralisation de l'élection des délégués dans leurs catégories. Ils devront aussi engager la lutte dans leurs confédérations respectives.

En effet, jusqu'ici, la question de l'unification syndicale était réservée aux professions de foi sans engagement des dirigeants. Certes, la poussée unitaire que l'on enregistrait à la fin des années soixante avait contraint les confédérations à une unité d'action plus systématique. Mais en 1967, elles précisaient de concert que cette unité d'action « ne devait pas donner lieu à des actes qui tendent à modifier l'actuelle réalité syndicale ». Les deux principales confédérations, la CGIL et la CISL, restaient étroitement liées à des partis

politiques, le PCI et la DC, qui étaient, pour leur part, tout à fait opposés à l'unité syndicale.

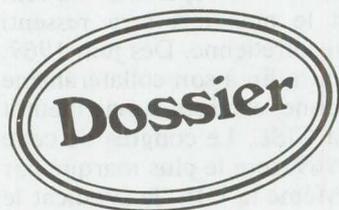
Les événements de 1969 vont, évidemment, bouleverser ce tableau. La profonde radicalisation en cours dans la classe ouvrière va se répercuter au sein des organisations. L'effet le plus fort sera ressenti dans les syndicats d'origine chrétienne. Dès juin 1969, la FIM-CISL décide de mettre fin à son collatéralisme avec la Démocratie chrétienne, elle sera suivie bientôt par d'autres secteurs de la CISL. Le congrès de cette confédération, en juillet 1969, sera le plus marqué par le mouvement en cours. Même la UIL, le syndicat le plus collaborationniste, n'est pas épargnée. Sa fédération de la métallurgie opère un brusque tournant gauche sous la direction du socialiste Benvenuto qui lance la bataille contre la vieille direction social-démocrate et gagne une majorité en faveur de l'unité syndicale.

C'est le congrès de la CGIL en juin 1969 qui manifeste les plus grandes réticences. Dans les discours des dirigeants apparaît la crainte que l'unité syndicale ne devienne « le levier d'une redistribution des rapports de force politiques ». Les syndicalistes communistes redoutaient la dynamique sociale que risquait de déclencher l'unification des travailleurs dans un syndicat de classe. Ils voyaient aussi comment cette unification allait retirer toute crédibilité à leur discours sur le caractère « populaire » de la Démocratie chrétienne, si celle-ci ne pouvait plus se targuer de liens privilégiés avec un syndicat comme la CISL. Or, dès cette époque, le PCI dessine la perspective d'une alliance avec la DC qui mènera quelques années plus tard au compromis historique.

Une opposition apparaît, aux motivations diversifiées cependant. Pour les socialistes, la CGIL devrait être plus attentive à ce qui se passe à la base « pour ne pas courir le risque que les nouvelles structures se développent sans nous et parfois contre nous ». Par contre Vittorio Foa (FIOM et PSIUP [Parti socialiste d'unité prolétarienne, formation centriste née d'une scission gauche du PSI]) et Bruno Trentin (FIOM et PCI) se battent pour un syndicat unitaire fondé sur les conseils. Ces deux préoccupations, d'une part la récupération, d'autre part le renouvellement démocratique du syndicat, resteront toujours présentes au cours du processus d'unification et détermineront bien des contradictions au sein du mouvement syndical au cours des années suivantes.

Jusqu'en février 1970, la CGIL continue à proposer la création de sections syndicales d'entreprises, niant purement et simplement le mouvement des conseils. C'est la poursuite de l'élection des délégués et du mouvement unitaire dans les entreprises qui va la faire changer d'avis. En mars 1970, les trois fédérations de la métallurgie, la FIOM, la FIM et la UILM, convoquent leur première conférence unitaire. L'unification organique sur la base des conseils de délégués y est décidée. Les fédérations de la chimie font de même. Et en décembre 1970, la CGIL en tant que telle définit les conseils de délégués comme « la structure de base du nouveau syndicat unitaire ».

Mais ce syndicat unifié ne verra jamais le jour. Aux tentatives de restauration conservatrice dans le pays correspond une offensive dans les confédérations. Les secteurs les plus modérés



redoutent en effet le renforcement objectif et subjectif de la classe ouvrière que produirait la création d'une centrale unique. Au sein de la CISL, ils tentent de mettre un frein à la perspective unitaire. Dans la petite UIL, les anti-unitaires passent également à l'attaque, appuyés par les Américains.

## Le blocage de l'unification : le pacte fédératif de 1972

Cette offensive interne se développe alors que, officiellement, les directions confédérales continuent à travailler ensemble à un projet d'unification organique répondant aux aspirations de la base. Au cours de plusieurs réunions communes (octobre 1970, février 1971, juin 1971 et novembre 1971), les trois conseils généraux mettent en place les instances permettant un fonctionnement unitaire, élaborent la charte programmatique du syndicat unifié et décident des échéances précises de la fusion. A l'issue de la réunion de novembre 1971, un communiqué commun annonce que « *ayant pris acte de l'adoption par les confédérations de la charte programmatique et des modalités et échéances de l'unification syndicale organique, les conseils généraux de la CGIL, CISL et UIL fixent au 21 septembre 1972 la réalisation de leurs congrès respectifs pour l'unité et reconforment leur engagement commun de convoquer au cours des mois qui suivent le congrès constitutif de l'organisation syndicale unitaire des travailleurs italiens.* (6) »

L'offensive va dès lors redoubler. Même l'Eglise se met de la partie. En février 1972, le secrétaire général de la UIL, Vanni, déclare que « l'unité syndicale est aujourd'hui impossible » et il relance un débat avec les deux autres confédérations qui va vite amener la suspension *sine die* des décisions prises par les trois conseils généraux en novembre 1971.

La responsabilité de la CGIL dans le blocage de l'unification est plus décisive qu'il n'y paraît à première vue. En effet, les forces anti-unitaires étaient certes décidées, mais minoritaires numériquement. La petite UIL (moins de neuf cent mille membres) était fortement divisée sur la question. La CISL (2,2 millions d'adhérents) l'était aussi. La CGIL qui, avec ses 3,6 millions d'adhérents, était à elle seule plus forte que les deux autres centrales ensemble, pouvait par une bataille décidée, menée dans les usines et non

dans les réunions au sommet, porter à son terme le processus unitaire, en sachant pouvoir compter sur un appui de masse. Mais les soucis d'alliances politiques avec les forces catholiques vont lui faire chercher la voie d'un compromis.

C'est le secrétaire de la CGIL, Luciano Lama, qui va le premier proposer de substituer à l'unification organique un pacte fédératif, qui sera signé le 10 juillet 1972. Ce pacte décide la constitution d'une Fédération unitaire CGIL-CISL-UIL au sein de laquelle chaque confédération est présente sur le mode de la parité et dispose du droit de veto. Cette fédération apparaît comme un paravent unitaire au sommet pour un mouvement syndical qui reste divisé, chaque appareil restant en place. Au même moment, les fédérations de la métallurgie et de la chimie, elles, portent à terme l'unification et créent les fédérations unitaires FLM et FULC. Pourtant, cette unification organique partielle sera fortement conditionnée par le blocage du processus unitaire. En échange d'une certaine autonomie de leurs fédérations, les dirigeants de la FLM et de la FULC acceptent le pacte fédératif et maintiennent en place les appareils des fédérations d'origine. Si jusqu'à la moitié des années soixante-dix, ceux-ci resteront totalement relégués à l'arrière-plan, après le tournant des années de l'union nationale, ils deviendront des instruments de division du mouvement comme on l'a vu en particulier ces deux dernières années.

## Force et faiblesse du syndicat des conseils

Le blocage de l'unification syndicale va créer une situation très contradictoire. Si la politique des bureaucraties a réussi à porter un coup à la poussée unitaire venant de la base, elle n'a pu l'ignorer et les conseils de délégués vont devenir les structures de base unitaire d'un syndicat qui ne l'est pas. On aura alors un mouvement syndical structuré de la façon suivante : dans les usines, les conseils de délégués, élus par tous les travailleurs sur listes blanches sont la seule représentation syndicale. A l'extérieur, les appareils séparés des confédérations subsistent intacts et, au sommet, les directions sont réunies dans une fédération unitaire selon un mode qui ne tient aucun compte de leur représentativité réelle.

Cette double structure va déterminer la force et la faiblesse du syndicalisme des conseils. Dans les usines, la force des conseils unitaires réside dans la façon dont ils sont élus et contrôlés démocratiquement par tous les travailleurs. Ce sont des structures très représentatives qui, pour le gros des travailleurs incarnent « le syndicat » et qui trouvent leur légitimité dans le rapport permanent avec la base ouvrière. L'énorme appareil syndical (il faut ajouter l'appareil unitaire aux appareils des différentes confédérations) est totalement extérieur, hors du contrôle des travailleurs, et va tendre de plus en plus à trouver sa légitimité dans ses rapports avec le patronat et les institutions de l'Etat.

Avant de voir le type de conflictualité que va déterminer cette double structure (dans une situation sociale qui connaît une nouvelle radicalisation en 1975-1976), il est intéressant d'illustrer par des chif-

fres la profonde transformation du mouvement syndical italien. En quelques années le nombre d'adhérents aux syndicats a doublé, passant d'environ quatre millions à plus de huit millions. La CGIL, qui enregistre la plus forte progression, est passée de 2 625 000 membres en 1969 à 3 435 000 en 1973 et 4 316 000 en 1977. Les délégués, qui étaient cinq mille en 1969, sont passés à 97 161 en 1972, 150 000 en 1974, 206 376 en 1977 (tous ces chiffres n'ont pas sensiblement évolués depuis).

Le mouvement de syndicalisation des délégués a été aussi massif. Dans l'industrie milanaise, en 1975, 95 % des délégués étaient syndiqués. Mais toujours en 1975, à la question posée de leur appartenance syndicale, 13 % des délégués milanais répondaient « unitaire », refusant de faire le choix entre les confédérations. Les délégués sont également très politisés. 56 % des délégués milanais adhérant à la CGIL sont membres d'un parti politique, dont 12 % à des organisations d'extrême gauche (7).

Cette syndicalisation massive des travailleurs et des conseils va introduire un élément de conflictualité permanente entre la base et les sommets syndicaux. Une dialectique complexe va s'instaurer dans laquelle les secteurs de gauche de l'appareil syndical, sans jamais se faire porteurs d'une alternative d'ensemble à la politique de la Fédération unitaire, vont pendant toute une période se montrer très réceptifs aux pressions des conseils. Cette réalité va amener les conseils à se limiter à une tactique de pression-délégation aux directions, qui se substituera à un travail d'organisation d'une opposition de masse dans le syndicat. Jusqu'en 1979, les conseils ont réussi à imposer leurs plate-formes revendicatives pour les contrats collectifs à la place de celles proposées initialement par la Fédération unitaire. Ils n'en ont été que plus confortés dans leurs illusions sur leur capacité d'imposer leurs choix aux directions par une simple pression de masse.

Or, à partir du moment où les bureaucraties vont s'engager à défendre une politique d'austérité et de sacrifices (à leur assemblée du palais de l'Eur en janvier 1978), correspondant à celle défendue par les gouvernements d'union nationale (8), cette dialectique va vite s'enrayer. Certes, les conseils vont rester, durant cette période, la base du rejet de la politique d'austérité, récupérant par leurs luttes et négociations au niveau de l'usine ce que les directions s'engageaient à céder au sommet. Et leur rejet des sacrifices va déterminer en grande partie la sortie du PCI du gouvernement d'union nationale en 1979.

Mais, alors que les différents secteurs de « gauche syndicale » rentraient plus ou moins docilement dans le rang, les conseils se trouvaient incapables d'organiser une lutte d'opposition dans le syndicat et de se présenter comme une direction alternative. Ils laissaient ainsi les mains libres aux directions qui, malgré la rupture de l'union nationale, maintenaient leur engagement à faire appliquer la politique d'austérité exigée par le patronat.

La lutte contre les vingt-cinq mille licenciements à la FIAT, en octobre 1980, illustre parfaitement cette profonde rupture entre les conseils et l'appareil bureaucratique, mais aussi l'incapacité des conseils à prendre jusqu'au bout la direction du mouvement (9).

L'offensive d'Agnelli, patron de la FIAT, avait été

facilitée par la politique de la bureaucratie syndicale, disposée à garantir une plus grande « mobilité de la main-d'œuvre » (euphémisme derrière lequel se cache le mot licenciement). On se souvient du fameux discours de L. Lama qui déclarait qu'il fallait autoriser les entreprises à se séparer des travailleurs « esuberanti » (en excès) !

Sous la direction des conseils, les travailleurs de la FIAT allaient, eux, répondre aux prétentions d'Agnelli par une mobilisation de masse comme on n'en avait pas vue depuis 1969 : blocage des usines, grève générale de trente-cinq jours. Mais le mécanisme de débordement-pressure ne fonctionnera pas cette fois et, même la FLM, qui avait un moment avalisé la lutte, cédait aux injonctions des directions confédérales. Lors de la réunion du grand conseil de la FIAT (qui réunit tous les conseils d'atelier) les délégués s'étaient massivement opposés aux dirigeants syndicaux qui avaient dû battre en retraite ; mais, en même temps, ces délégués n'ont pas réussi à prendre en main la direction de la lutte jusqu'à son terme et empêcher la signature par les directions de l'accord honteux qui jetait vingt-cinq mille travailleurs à la rue.

La même faiblesse, découlant de toute la pratique passée de pression-délégation, est apparue lors des négociations qui allaient porter à la signature de l'accord du 22 janvier 1983 limitant le mécanisme de l'échelle mobile. A l'automne 1982, les confédérations avaient présenté aux assemblées d'usine la plate-forme qu'elles entendaient défendre dans les négociations tripartites sur le « coût du travail ». Elles s'y déclaraient favorables à une « réforme » de l'échelle mobile. Cette plate-forme était massivement rejetée par les travailleurs qui déclenchèrent des grèves d'avertissement. Malgré cela les directions signèrent l'accord. Là encore on voyait le potentiel d'opposition incarné par les conseils, leur capacité de mobilisation, mais leur incapacité à se transformer en direction alternative.

## Les attaques contre les conseils

Cette faiblesse apparaissait d'autant plus paralysante à un moment où les attaques contre les conseils se développaient de plusieurs directions. De la part du patronat d'abord. Contraint de les reconnaître, il ne les avait jamais acceptés de bon cœur. Depuis 1972-1973, il a essayé, en vain, à chaque renouvellement contractuel, de limiter strictement la sphère d'intervention des conseils, en particulier en tentant de limiter la négociation articulée au niveau des usines. Au moment de l'unité nationale, malgré les grandes disponibilités des directions à imposer les sacrifices, le patronat a vu à juste titre dans les conseils le principal obstacle à l'instauration d'une politique des revenus en Italie. Il a alors choisi une autre tactique. En rompant unilatéralement l'accord de 1975 sur l'échelle mobile, il allait contraindre la fédération CGIL-CISL-UIL à s'engager dans une négociation tripartite sur le coût du travail qui devrait, ensuite, conditionner les contrats de catégories et d'usines.

La Fédération unitaire n'était pas en reste. Cher-

## Dossier

chant de plus en plus leur légitimité dans leur rapport avec le patronat et le gouvernement, les appareils voyaient également dans les conseils des organes qui minaient leur crédibilité aux yeux de ces interlocuteurs. Combien pesaient tous leurs engagements à suivre la politique des sacrifices si, dans la pratique, les conseils les refusaient ? Ils vont alors lancer une offensive à deux niveaux : en premier lieu ils acceptent de se lancer dans les négociations tripartites au sommet, en dehors des échéances syndicales normales (les contrats triennaux), cherchant ainsi à construire un carcan dans lequel enfermer les conseils. Les contrats collectifs qui venaient à échéance en décembre 1981 n'ont été renouvelés qu'en juin 1983, après la signature de l'accord tripartite de janvier de cette année sur le coût de travail. En outre, ils ont aussi accepté de réduire les marges d'action des conseils, toujours dans l'accord du 22 janvier, qui bloque durant dix-huit mois la négociation articulée au niveau des usines.

En deuxième lieu, ils ont commencé à élaborer une réforme des conseils pour réintroduire l'élection sur listes syndicales et les subordonner plus strictement aux confédérations. Rien n'a été épargné pour empêcher que la pression unitaire de la base, qui continue à se refléter dans certains secteurs du syndicat, n'empêche cette fois le succès de l'opération. L'accord du 22 janvier 1983 a été signé par les trois confédérations séparément ; et le contrat de la métallurgie n'a pas été signé par la FLM, mais par les trois fédérations FIOM-FIM-UILM séparément.

### La relance du syndicat unitaire des conseils

Le mouvement de riposte contre le décret du 16 février 1984 sur l'échelle mobile, montre comment les conseils ont trouvé dans leur capacité de mobilisation et leurs liens étroits avec les travailleurs, les ressources leur permettant de surmonter la faiblesse politique signalée plus haut. C'est la nouveauté du mouvement actuel, qui en fait un événement politique de première importance. Pour la première fois, en effet, les conseils ne se sont pas contentés de rejeter la politique des directions, mais ont pris la tête d'un vaste mouvement de lutte, se sont coordonnés localement et nationalement pour donner une direction structurée à cette lutte et ont commencé à

élaborer une politique syndicale d'ensemble alternative à celle des confédérations.

Plusieurs éléments ont contribué à cette profonde recomposition politique au sein des conseils de délégués. Un premier élément réside dans la réflexion critique sur leur pratique passée, réflexion accélérée au lendemain de la signature de l'accord de janvier 1983. C'était en effet la première fois que la direction syndicale maintenait ses choix, ne cédant même pas partiellement à la pression de la base. Le deuxième élément réside dans la réaction de nombreux cadres syndicaux de base, délégués, en partie militants du PCI, face à la politique toujours plus institutionnelle du syndicat. Ces militants, partie prenante des conseils, se préoccupent avant tout de leurs rapports avec les travailleurs et sont plus sensibles à leur pression. Enfin, l'action des délégués liés à l'extrême gauche (Democratie prolétarienne et LCR) a largement contribué à la pratique de l'« autoconvocation » et à la coordination des conseils. Le mouvement a trouvé sa légitimité aux yeux de la masse des travailleurs, à cause des liens qui unissent ceux-ci aux délégués, et également à cause de la paralysie totale des sommets syndicaux qui créait un vide de direction.

Il est particulièrement significatif que le mouvement des délégués ait immédiatement lié la question de la lutte contre l'austérité à la lutte pour la défense des conseils et la relance du processus unitaire. La division et la paralysie des directions face au décret de Craxi a posé de façon immédiate la question de la survie des structures unitaires du syndicat. Les socialistes ont très vite menacé — et même commencé dans certains secteurs — de retirer leurs délégués des conseils. La CGIL, qui a chevauché le mouvement, l'a fait en espérant renforcer son propre appareil, et non pas en s'appuyant sur lui pour relancer l'unité. La CISL et la UIL ont exercé un chantage sur la CGIL, la menaçant de rompre l'unité formelle au sommet si elle ne reprenait pas en main le mouvement pour l'étouffer.

Ainsi l'alternative des bureaucraties est apparue sans masque : on restera ensemble au sein de la fédération unitaire si on réussit à domestiquer les conseils et à les diviser sur la base de l'appartenance syndicale ; sinon, on n'hésitera pas à aller vers la scission formelle et le démantèlement des conseils. D'une façon ou de l'autre, l'existence des conseils tels qu'ils ont existé jusqu'ici est remise en cause.

Les délégués, eux, ont refusé cette fausse alternative entre unité formelle au sommet et scission syndicale. Le texte de bilan critique de l'expérience unitaire que nous reproduisons ci-après, et les propositions visant à renforcer la démocratie et l'unité syndicale reflètent bien le niveau de réflexion atteint par des milliers de cadres ouvriers, riches de quinze années de lutte et d'expérience politique. Ils exigent le maintien du caractère unitaire des conseils, leur élection sur liste blanche par tous les travailleurs, et proposent de s'appuyer sur cette structure pour remettre en cause le Pacte fédératif et aller vers une véritable unification syndicale.

La décision de la coordination nationale des conseils de commencer, parallèlement à la poursuite de la lutte contre le décret, à élaborer une plate-forme de lutte sur l'emploi pour la faire reprendre par tout le syndicat, indique que l'on n'a pas à faire à un

mouvement de révolte éphémère, mais à un profond processus de recomposition politique au sein du mouvement syndical italien, dont la poursuite est la condition de la défense et de la consolidation du syndicat unitaire des conseil.

1. Tous ces chiffres sont tirés de l'étude « L'operaio-massa nello sviluppo capitalistico », « La classe », n° 8, 1974.
2. Les femmes sont les plus durement frappées. Dans l'industrie manufacturière, de 1961 à 1969, alors qu'on assiste à une hausse de 9,7 % des hommes employés, on enregistre une baisse de 14,2 % des femmes. Voir « Mercato di lavoro e occupazione femminile », « Quaderni di rassegna sindacale », n° 54/55, mai 1975.
3. Depuis la scission syndicale de 1948 il existe trois confédérations : la CGIL, regroupant communistes et socialistes ; la CISL, d'obédience chrétienne ; la UIL, regroupant les social-démocrates et républicains et plus connue jusqu'en 1969 comme le « syndicat américain ». Rappelons qu'au moment de la guerre froide, le Parti socialiste

italien avait choisi le « camp soviétique », ce qui avait entraîné la création d'un petit parti social-démocrate financé par Washington.

4. Selon l'accord interconfédéral d'avril 1966. « Il sindacato in Italia, 1960-1970 », « Quaderni di rassegna sindacale », n° 31/32, juillet 1971.
5. Beaucoup de ces textes ont été traduits en français sous le titre « Luttas ouvrières et capitalisme aujourd'hui », « Quaderni Rossi », Maspero, 1969.
6. « L'unità sindacale », Piccola biblioteca sindacale, CISL, p. 93/94
7. Voir l'enquête dans Guido Romagnoli, « Consigli di fabbrica e democrazia sindacale », Mazzota, 1976. Consulter également le livre d'Anna Libera, « Les fruits amers du compromis historique », publié aux éditions La Brèche en 1978.
8. A partir d'août 1976, le PCI appuie, par son abstention au Parlement, le gouvernement démocrate chrétien d'Andreotti ; au printemps 1978 il rentre dans la majorité parlementaire et y restera jusqu'en 1979.
9. Voir sur cette lutte et l'évolution des conseils l'article de Franco Turigliatto « Force et faiblesse de l'avant-garde ouvrière en Italie » dans IV<sup>e</sup> Internationale », juillet/septembre 81.

## Appel à la constitution de conseils de délégués à la FIAT. Mai 1969.

« Camarades de la FIAT, délégués ouvriers !

Une chose énorme est en train de se produire ces jours-ci. La force de la FIAT a été ébranlée par la lutte ouvrière, les lois de fer de la production ont été renversées par la force ouvrière qui s'est libérée ces jours-ci à travers les grèves, les assemblées internes, la nomination des délégués d'équipe, les discussions qui commencent partout dans l'usine, les cortèges que nous avons faits dans les ateliers. La force et le pouvoir que nous avons conquis ces jours-ci doivent désormais devenir stables. Nous ne devons pas retourner en arrière, notre façon de travailler, dorénavant doit être différente.

Pour cela nous devons être unis.

Dans toutes les équipes, dans tous les ateliers, nous devons faire des assemblées et nommer les délégués afin d'utiliser la force de la grève et de l'unité pour modifier complètement nos conditions de travail en exerçant le contrôle ouvrier. Il est nécessaire d'unir les délégués d'atelier dans un puissant mouvement unitaire des délégués ouvriers ayant pour objectif l'exercice permanent du contrôle ouvrier sur les conditions de travail.

Les ouvriers de la FIAT savent que leur victoire est possible s'ils rallient tous les ouvriers ; si dans toutes les usines les travailleurs affirment le contrôle ouvrier à travers les assemblées et les délégués.

L'assemblée est l'instrument avec lequel les ouvriers, unis par équipe, par atelier, discutent et décident les objectifs à atteindre, les moyens pour les atteindre et pour affirmer leur pouvoir et leur contrôle sur le travail.

Nous considérons inacceptable toute forme de réglementation et de limitation de l'assemblée, qui doit pouvoir se réunir à chaque fois que le collectif ouvrier en a besoin. L'assemblée élit le délégué et peut le révoquer à tout moment. Toute initiative du délégué est l'expression de la volonté et de la décision de l'assemblée.

Le délégué ouvrier est l'ouvrier le plus conscient du groupe où il travaille, qui jouit de la confiance de tous ses camarades de travail. Il n'est ni proposé, ni nommé par au-

cune organisation extérieure à l'usine, mais est exclusivement l'expression de la volonté de l'assemblée. Il n'est donc responsable que devant les ouvriers et devant personne d'autre.

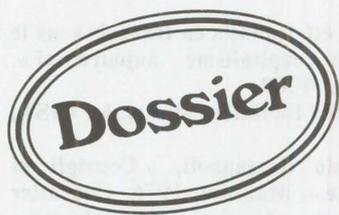
Il doit pouvoir traiter avec toute la hiérarchie de l'usine, du chef d'atelier au chef de personnel. Sa tâche n'est pas de transmettre les problèmes à la Commission interne mais de les traiter jusqu'au bout.

D'autre part, sa fonction ne doit pas être limitée à contrôler un seul aspect de la condition de travail : le délégué ouvrier doit pouvoir traiter avec le patron de tous les problèmes que rencontre le collectif ouvrier.

Le collectif ouvrier s'engage à défendre son délégué contre les transferts. Il est clair en effet que la FIAT ne nous donne pas les délégués ; il faut les créer nous-mêmes et faire en sorte qu'ils fonctionnent et les défendre.

Il est nécessaire enfin d'organiser tous les délégués ouvriers dans un puissant mouvement unitaire des délégués ouvriers qui ait comme objectif permanent le contrôle ouvrier sur les conditions de travail et sur la production. Cet objectif se réalisera immédiatement par le ralentissement des rythmes de travail et la diminution de la production dans tous les ateliers. Cinq points du contrôle sur les conditions de travail :

1. Tout déplacement, toute mesure prise contre un ouvrier sont suspendus par le « non » du délégué ;
2. Toute imposition d'équipes ou d'heures supplémentaires peut-être suspendue par le délégué, qui remet toute décision à l'assemblée des ouvriers ;
3. Toute initiative de la direction sur les primes de mérite, sur les catégories, sur les paies de poste peut être suspendue par le délégué qui demandera la décision de l'assemblée ouvrière ;
4. L'assemblée des ouvriers et elle seule doit décider le degré d'inconvénient et de nocivité du travail et avancer des propositions, à travers le délégué, visant à diminuer les inconvénients par le ralentissement des cadences, l'augmenta-



tion de l'embauche et les remplacements, l'accroissement des pauses ou les modifications de l'ambiance de travail ;  
5. L'assemblée, à travers les délégués doit exercer le contrôle sur le rendement. Toute proposition de la part de la direction concernant un changement technologique ou organisationnel peut être suspendue par le délégué et présentée devant l'assemblée des ouvriers qui décide si ce changement technologique sacrifie ou non les intérêts des ouvriers et décide en conséquence.

Camarades ouvriers,

Les délégués élus dans les ateliers « Ausiliarie » proposent de réunir un Conseil de délégués ouvriers de la FIAT afin de discuter ces cinq points, afin de se mettre d'accord pour une action unitaire et forte au sein et hors de l'usine. »

## Le syndicat unitaire des conseils

[Extrait du rapport fait à l'assemblée  
autoconvoquée des conseils d'usine  
du 6 mars 1984 à Milan.]

Les conseils sont nés au cours d'un processus de construction de l'unité syndicale qui rejetait les divergences idéologiques qui avaient si longtemps divisé les travailleurs italiens dans l'après-guerre. Cette unité se fondait au contraire sur l'identité d'intérêts et d'objectifs exprimée par le groupe homogène de travail et le délégué ; celui-ci ne pouvait être élu que de façon unitaire car il était l'expression d'une condition commune et non des divisions idéologiques extérieures.

Ce processus a fait naître une nouvelle culture ouvrière, fondée sur la solidarité, l'unité des travailleurs et a dessiné un nouveau modèle de société. Une conscience difficilement réversible qui a créé ses propres valeurs et ses propres formes d'expression (...). C'est elle aussi qui a fait naître la nécessité de créer les conseils de zones, projections de l'unité des travailleurs au niveau local et régional, instrument de fondation de l'unité syndicale et de la solidarité avec les autres couches sociales.

Cette grande poussée a alors été bloquée par le Pacte fédératif qui empêchait, du fait de la règle de la parité et du vote par confédération, toute avancée ultérieure vers une véritable unité syndicale, déplaçant graduellement le centre

d'action du syndicat vers une politique de médiation avec le gouvernement et les institutions, et redonnant un poids déterminant aux partis politiques et au gouvernement lui-même à l'intérieur du syndicat.

Le Pacte fédératif de 1972 a sanctionné l'existence de deux syndicats. L'un, bureaucratique et centralisé dont l'interlocuteur est le gouvernement ; l'autre, démocratique et contrôlé par la base, c'est-à-dire les conseils. C'est ainsi que sont apparues les différentes positions face à la politique gouvernementale, les tendances autoritaires qui éludent le problème du contrôle démocratique par les travailleurs. (...)

Les événements actuels démontrent combien les organisations syndicales qui se disent d'accord avec le décret gouvernemental sont coupées de la réalité sociale. Elles voudraient imposer les choix politiques du gouvernement au mouvement syndical et aux travailleurs, transformant ainsi le syndicat en courroie de transmission. Les conseils ont, au contraire, démontré clairement qu'ils représentaient les intérêts de la grande majorité des travailleurs, qu'ils étaient les véritables défenseurs des intérêts de classe. Ils ont fait preuve de leur vitalité en entraînant dans la lutte non seulement les grandes usines, mais également les petites et moyennes, la fonction publique, les travailleurs du tertiaire, en affirmant la capacité dirigeante des travailleurs, en construisant une vaste riposte de masse, alternative et populaire, à la politique du gouvernement Craxi.

Les conseils sont la partie fondamentale du syndicat, la partie qui ne peut être divisée entre les différents courants et donc est moins susceptible d'être conditionnée, car ils sont élus sur le lieu de travail, sur listes blanches et à bulletin secret. Actuellement, les conseils sont la seule structure unitaire dans le syndicat, et ils ne peuvent exister que de façon unitaire.

La rupture de l'unité qui s'est produite dernièrement au sommet du syndicat a affaibli la capacité de direction de celui-ci à un moment où le patronat mène une vigoureuse attaque. Dans un telle situation, le rôle fondamental des conseils est de garantir la direction politique unitaire du syndicat. L'unité ne peut se recréer qu'avec les travailleurs, à travers leurs débats. Une unité qui se formerait hors ou contre les travailleurs ne saurait être une véritable unité. C'est pourquoi il est impossible d'accepter un compromis qui remette en cause l'existence du syndicat fondé sur l'unité des conseils d'usines et de zones et qui ne cherche pas à relancer le processus de refondation du syndicat unitaire à un niveau supérieur, en créant les conseils dans les secteurs où ils n'existent pas et en remettant en cause la règle de la parité et du vote par confédération.

Il est indispensable de mener une vigoureuse bataille politique pour la relance de l'unité, de l'autonomie et de la démocratie syndicale

Les conseils doivent décider toute la ligne syndicale sur la question de la politique économique, indiquant des voies alternatives, basées sur les intérêts des travailleurs, élaborées avec eux et mettant à leur centre des objectifs de solidarité, d'unification et d'intérêt général.

Il faut pour cela :

- généraliser les conseils, également là où ils n'existent pas comme dans la fonction publique (...);
- les coordonner localement à travers les conseils de zones (...);
- assurer une négociation articulée au niveau de l'usine et au niveau local et régional sur l'organisation du travail et de la société.

Nous réaffirmons ici la véritable nature des conseils : ces organes ne sont pas opposés à la bataille dans les structures syndicales, mais ce sont des instruments de la lutte politique visant à modifier les rapports de forces également dans les structures confédérales, sur la base d'une forte poussée unitaire.

Les conseils doivent être capables de stimuler et d'organiser le regroupement d'un bloc social plus large, en se liant aux autres couches populaires comme les retraités,

les étudiants, les chômeurs, les travailleurs en chômage technique ; en s'engageant dans les luttes pour la paix, la défense de l'environnement, la démocratie, toutes luttes qui ne sont pas des questions séparées mais étroitement liées au modèle de société, de politique économique et de rapports sociaux.

Sur ce terrain, l'alliance avec les mouvements pacifistes, écologiques et les associations démocratiques est donc naturelle.

Des formes plus efficaces de démocratie syndicale doivent être recherchées afin de coordonner réellement les sommets syndicaux et la base ouvrière dans les usines. Il s'agit là d'une question fondamentale qui ne peut être éludée. Dans le cas contraire, l'alternative pourrait être une résignation de la classe ouvrière ou, au contraire, un abandon des syndicats représentatifs par les travailleurs. Sur cette question de la démocratie interne au syndicat, nous voulons faire une proposition concrète. En reprenant l'initiative des conseils d'usines de Brescia, nous voulons lancer dans cette assemblée un « Manifeste pour la démocratie » qui permette de stimuler le débat au sein des conseils et des structures syndicales.

En voici les passages les plus significatifs :

1. Aucune question concernant les conditions contractuelles et les conditions de travail ne peut être discutée entre le syndicat et les autres parties sans un mandat préalable des travailleurs concernés. Ce mandat doit être donné par les assemblées d'usines. Le devoir de solidarité qui lie tous les travailleurs interdit, par ailleurs, de soumettre la question de licenciements éventuels à référendum.

2. Dans les usines et les entreprises, la représentation des travailleurs est confiée aux délégués et aux conseils de délégués, élus par tous les travailleurs à bulletin secret. Les conseils de délégués ne peuvent être divisés entre les différentes organisations syndicales, ils représentent unitairement les travailleurs. Les décisions prises par les conseils, après accord des travailleurs, sont impératives pour les organisations syndicales. La fédération CGIL-CISL-UIL doit convoquer au moins une fois l'an une assemblée nationale des délégués.

3. Les travailleurs doivent pouvoir décider sur la base d'une parfaite connaissance des faits. Il est du devoir du syndicat de garantir cette information.

4. La démocratie se fonde sur la liberté de choix entre différentes positions. C'est pourquoi lorsque des positions différentes existent dans le syndicat, elles doivent être soumises au vote des travailleurs intéressés. Le résultat de ce vote est alors impératif pour les organisations syndicales.

5. La fédération CGIL-CISL-UIL a une tâche de direction politique vis-à-vis des conseils et des travailleurs. C'est pourquoi un profond renouvellement de sa vie et de son fonctionnement internes s'impose, basé sur une plus grande transparence et décentralisation des prises de décision, sur une réduction du rôle et du poids de l'appareil permanent et un renforcement de ceux de l'engagement militant et des compétences techniques et scientifiques.

Nous demandons à tous les délégués, les dirigeants syndicaux et les travailleurs d'exprimer leur accord avec ce document (...).

□

# INPRECOR

## Un N° spécial sur les luttes et le mouvement ouvrier en Europe

Le numéro 173 du 14 mai 1984 comprendra un dossier sur la politique agricole européenne et sur l'évolution de la situation en Afrique australe.

A l'occasion du rassemblement organisé par la LCR contre l'austérité, les 26 et 27 mai au Bourget près de Paris, sera publié un numéro spécial (174) entièrement consacré aux luttes ouvrières contre l'austérité et les missiles, et comprenant les articles suivants :

- un bilan des luttes sociales dans l'Etat espagnol ;
- l'historique de la mobilisation des travailleurs de la FIAT de Turin ;
- une analyse de la situation des femmes travailleuses en Europe ;
- un article sur l'évolution de l'opposition syndicale en France ;
- la bataille des 35 heures en RFA ;
- un reportage sur les formes d'organisation à la base dans les entreprises en Suède ;
- un bilan de l'attitude de l'opposition syndicale et travailliste lors de la grève des mineurs britanniques.

Tous ces numéros seront en vente au prix unitaire de 12 francs, même lorsqu'ils comprendront 36 pages au lieu de 28. C'est le moment de vous abonner ou de commander ces numéros d'*Inprecor* en vous adressant à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil, France.

## Quatrième Internationale

SOMMAIRE n° 13 1 avril 1984

EDITORIAL :  
Les voies de la riposte à l'offensive capitaliste .

Ernest Mandel - Pays semi-coloniaux et pays dominés  
semi-industrialisés

Winfried Wolf - Le problème de l'unité allemande  
aujourd'hui

M. Navid - La crise politique de l'Etat indien

Michel Lequenne - Sur la nature des Etats  
bureaucratiques

Liste des sommaires des 12 premiers numéros

Nous publierons dans notre prochain numéro un article sur la révolution portugaise dont le dixième anniversaire vient d'être célébré, en même temps qu'une présentation et une critique du livre de notre camarade Gérard Filoche, *Printemps portugais*.

## Contribution de Lutte ouvrière Pour le mouvement révolutionnaire: quelle urgence ?

**A** notre avis ce n'est pas du tout d'un « plan » comme celui que propose la Ligue communiste révolutionnaire, dont ont besoin d'urgence aujourd'hui et les militants révolutionnaires et le mouvement ouvrier.

Nous ne discutons pas la longue liste de mesures proposées qui composent ce « plan d'urgence ». Encore que certaines, venant de la part d'une organisation révolutionnaire, nous laissent, disons, dubitatifs, comme celle par exemple... d'embaucher quinze mille ou vingt mille inspecteurs des impôts « pour renforcer le contrôle fiscal des particuliers ». Est-ce vraiment ainsi que procéderait un pouvoir ouvrier ?

Nous ne contestons pas non plus que certaines de ces propositions puissent être utilisées par les révolutionnaires dans leur propagande pour dénoncer la politique du gouvernement et exposer sa nature au service exclusif des classes possédantes. Il est vrai qu'il faut quelquefois démontrer que ce n'est pas vrai que « techniquement » il n'y a qu'une solution, celle que ce gouvernement préconise.

Mais, dans la période actuelle, ce qui nous semble sans objet c'est l'idée même d'un tel plan. Et ce qui nous semble faux c'est la méthode proposée, l'orientation dans laquelle le fait même de présenter un tel plan pousse les révolutionnaires.

### Un plan pour quel gouvernement ?

En effet, si nous laissons complètement de côté la question de la justesse de chacune des mesures avancées, quel sens global peut donc avoir un tel plan ?

Comme il s'agit d'un ensemble de mesures — allant de l'organisation de l'école au type de scrutin réclamé pour les élections en passant par l'organisation du réseau des banques nationalisées —, qui se veulent cohérentes, logiques et touchant les différents aspects de la vie sociale et politique — nous laissons aussi tomber pour le moment la question de savoir si ce but est vraiment atteint —,

nul ne peut y voir autre chose qu'une politique de gouvernement.

Certes, en le présentant, la LCR demeure ambiguë, ne disant jamais cela tout à fait clairement. C'est pourtant la conclusion qu'elle doit elle-même tirer en intitulant le dernier chapitre de sa brochure, la conclusion du plan en quelque sorte, « pour une politique et un gouvernement au service des travailleurs ».

La question de la constitution d'un tel gouvernement est-elle donc posée de près ou de loin ? Assisterions-nous ne serait-ce qu'au début d'une montée des luttes ou de la mobilisation ouvrière qui commencerait à mettre cette question à l'ordre du jour ?

Pas le moins du monde. Et nous pouvons supposer que les camarades de la LCR en tombent bien d'accord avec nous. Nous sommes au contraire dans une période de recul du mouvement ouvrier, dans une période de démolition des travailleurs qui, loin de songer à prendre la moindre offensive, encore plus loin de poser la question du pouvoir, subissent et encaissent les attaques du gouvernement et des patrons.

Non, personne ne parle d'un gouvernement ouvrier ni n'envisage son éventualité. Tout ce que nous avons c'est un gouvernement soi-disant de gauche, qui n'est qu'un des avatars possible du gouvernement bourgeois dans le cadre de la V<sup>e</sup> République. Mais c'est là que la confusion commence.

Les camarades de la LCR s'en défendent sans doute. Pourtant qu'ils le veuillent ou non, cette liste de propositions si minutieuses qu'ils avancent ainsi ne peut guère être prise que comme une sorte de proposition faite à ce gouvernement de gauche et pour lui. Comme si on pouvait tout de même discuter et envisager que ce gouvernement, qui est tout autant au service du capitalisme que n'importe lequel des gouvernements de droite qui l'ont précédé et qui remplit tout autant son rôle de gouvernement bourgeois, puisse mettre en œuvre une politique au service de la classe ouvrière.

C'est pourtant ce que laisse entendre, qu'elle le veuille ou non, la LCR. La

Faute de place, nous ne pouvons publier dans ces colonnes la contribution que nous a fait parvenir la LOR (Ligue ouvrière révolutionnaire). Nous espérons néanmoins pouvoir imprimer cette contribution afin qu'elle soit à la disposition des participants au rassemblement national organisé par la LCR les 26 et 27 mai au Bourget.

brochure porte d'ailleurs en surtitre « Pour changer de cap ». A qui donc la LCR propose-t-elle de changer de cap si ce n'est au gouvernement actuel, aux directions des partis socialistes et communistes ? Quel travailleur peut le comprendre autrement ? Et l'ambiguïté de certains passages de la brochure montre bien que c'est bien ainsi que les camarades de la LCR entendent qu'elle puisse aussi être comprise.

Si les révolutionnaires faisaient de la proposition d'un tel plan l'essentiel de leur propagande aujourd'hui — car bien sûr il ne s'agit que de propagande —, ils orienteraient celle-ci dans un sens qui nous semble tout à fait faux. Au lieu de dénoncer sans relâche et sans répit ce gouvernement comme le représentant des classes ennemies, même lorsqu'il essaie de se présenter comme l'ami des travailleurs, et de se poser comme ses adversaires irréconciliables, ils resteraient dans une certaine ambiguïté en lui demandant de réaliser une politique en faveur des travailleurs. D'autres axent ainsi leur propagande en exigeant que les députés du PS et du PC respectent leur mandat. Mais en moins cru ou plus ambigu, leur demander de mettre en œuvre une politique en faveur des travailleurs relève de la même attitude.

## Une période de recul

Certes, les camarades de la LCR nous assurent qu'ils ont un autre souci.

Aujourd'hui, nous disent-ils en substance, la classe ouvrière est démoralisée. Elle ne livre pas bataille parce qu'elle a l'impression que la crise est une fatalité, qu'il n'y a rien à faire qu'à subir les licenciements, le chômage et la baisse du niveau de vie, en courbant le dos en attendant que ça se passe et en espérant que ça se passe le plus vite possible. En d'autres termes si la classe ouvrière ne réagit pas c'est parce qu'elle accepte la propagande du gouvernement et des capitalistes. Elle ne lutte pas parce qu'elle pense sincèrement, elle aussi, qu'il n'y a rien à faire d'autre que ce que ce gouvernement fait aujourd'hui, qu'il n'y a pas d'autre solution que l'austérité.

Dans ces circonstances, et dans le but de redonner l'envie de se battre à la classe ouvrière, le rôle des révolutionnaires serait donc de montrer que cette propagande n'est pas vraie, qu'une autre politique est possible. C'est la fonction du « plan d'urgence » : montrer qu'un ensemble cohérent de mesures permettrait d'éviter la crise ou du moins ses conséquences, chômage et baisse du niveau de vie, pour les travailleurs.

Or le problème de la démoralisation des travailleurs et donc la tâche première des révolutionnaires aujourd'hui, ne se pose pas dans ces termes.

Certes la classe ouvrière est démoralisée et nous sommes effectivement dans une période de recul du mouvement ouvrier, nous l'avons déjà dit. Cette période de recul se traduit par une désertion

massive des syndicats et très probablement aussi des partis politiques comme le PCF. Elle se traduit surtout par une absence de réactions dans bien des secteurs de la classe ouvrière, même de ceux touchés de plein fouet par les conséquences de la crise.

Mais ce n'est pas essentiellement parce que cette classe ouvrière aurait été convaincue dans son immense majorité par la logique de l'argumentation gouvernementale.

Ce n'est pas parce qu'ils pensent qu'il n'y a pas d'autre solution possible que les travailleurs se laissent jeter à la rue ou acceptent de voir leur salaire distancé par le coût de la vie. C'est parce qu'ils pensent qu'ils n'ont, eux, pas la force d'imposer qu'il en soit autrement. Les travailleurs constatent que depuis des années maintenant que dure la crise il en est ainsi, que la classe ouvrière a pris et prend coup après coup, que lorsqu'il y a des réactions, comme à Talbot ou encore plus récemment dans la sidérurgie, elles ne servent à rien et sont rapidement canalisées et désamorçées par les organisations syndicales. Voilà la raison de leur démoralisation, et pas du tout la logique foudroyante des discours de Gattaz, de Mauroy ou de Fabius.

De ce point de vue l'arrivée de la gauche au gouvernement, loin de marquer le début d'une remontée, a aidé à accentuer le recul. En effet, contrairement à ce que certains ont cru ou dit, il est bien clair maintenant que la victoire électorale de la gauche n'était nullement le signe d'une montée du mouvement ouvrier. Il fallait d'ailleurs forcer la réalité pour discerner des signes de cette montée dans la période qui a précédé mai 1981. La victoire de la coalition PS-PC n'était qu'une simple péripétie de l'histoire électorale du régime de la V<sup>e</sup> République. Elle était due au simple fait qu'une petite fraction de l'électorat centriste, des couches petites bourgeoises désabusées des politiciens de droite, reporta ses suffrages sur la gauche, pour voir si cette gauche qui leur semblait bien d'ailleurs sans risque pour la propriété capitaliste, pouvait faire mieux que les gaullistes ou les giscardiens.

Et il est maintenant encore plus clair que cette victoire de la gauche n'a pas non plus suscité l'élan ouvrier que ces mêmes analystes prédisaient comme assuré en cas d'arrivée du PS et du PC au pouvoir. Certes, bien des travailleurs ont eu un instant l'espoir qu'avec la gauche au pouvoir les affaires de la classe ouvrière iraient peut-être un peu mieux, qu'elle prendrait moins de coups en tout cas. Mais ce n'était pas pour cela qu'ils reprenaient brusquement espoir et confiance dans leurs propres forces. Ils pensaient simplement que là-haut, au gouvernement, on allait être moins défavorable à leur égard.

C'est pour cela que l'arrivée de Mitterrand, loin d'être le signe d'une montée de la classe ouvrière et encore plus loin de permettre cette montée ou de l'amor-

cer, a au contraire contribué au recul. Car, lorsque les travailleurs ont découvert la véritable politique de cette gauche — assez vite d'ailleurs, plus vite quelquefois que certains militants ou courants d'extrême gauche — cela a encore accru leur sentiment d'impuissance. Si même ceux qu'ils espéraient un peu plus favorables contribuent, eux aussi, à leur porter des coups, si les partis de gauche, si les syndicats qui soutiennent ce gouvernement se rangent eux aussi ouvertement de l'autre côté, il n'y a décidément rien à faire. Voilà le sentiment qui s'est répandu dans la classe ouvrière. Pour résumer, l'arrivée de la gauche au pouvoir a bien aidé encore à la démoralisation de la classe ouvrière : non pas que pour les travailleurs le gouvernement ait raison, mais parce qu'ils ont découvert que c'était un ennemi, et que décidément cela fait beaucoup, trop, d'ennemis contre eux.

## La tâche des révolutionnaires

Alors qu'elle est donc la tâche des révolutionnaires aujourd'hui ?

A notre avis, pour l'essentiel, pas de s'échiner à peaufiner et à défendre un plan destiné à montrer que, s'il le voulait, le gouvernement pourrait avoir une autre politique qui permettrait d'éviter la crise ou ses conséquences pour la classe ouvrière. L'énorme majorité des travailleurs ne peut être sensible à cette démarche parce qu'elle ne correspond pas à ses préoccupations.

Tout au plus un tel plan peut-il susciter l'intérêt d'un certain nombre de responsables syndicaux ou politiques ou de fractions des appareils syndicaux ou politiques qui sont gênés par les conséquences qu'a pour eux cette gauche au gouvernement, c'est-à-dire la désaffection des travailleurs. Ces gens-là ne veulent ni rompre totalement avec les directions du PS, du PC ou des centrales syndicales, ni s'opposer radicalement à elles et à la politique du gouvernement. Ils peuvent être intéressés par l'esquisse d'une autre politique à proposer à ce gouvernement. Une politique plus à gauche. Cela leur servirait, espèrent-ils, à justifier leur attitude ambiguë aux yeux des travailleurs.

Pourtant, à supposer que ces gens-là existent bien et que les révolutionnaires puissent les attirer à eux par la discussion d'un tel « plan d'urgence », qu'est-ce que cela changerait dans la période ? Au mieux, ou au pire, cela amènerait simplement les révolutionnaires à prendre — pour certains à conserver — la même attitude ambiguë à l'égard de ce gouvernement que celle qu'ont les bureaucrates critiques.

Il n'est sans doute pas au pouvoir des révolutionnaires de changer le climat qui règne dans et sur la classe ouvrière, de transformer une période de recul en une nouvelle période de montée. Et ce n'est que lorsque celle-ci surviendra qu'ils pourront, s'ils s'y sont préparés, s'ils

n'ont pas baissé les bras entretemps, jouer pleinement un rôle, y compris un rôle dirigeant, peut-être même un rôle décisif.

En tout cas, il nous faut nous enlever de l'idée que pour accomplir ce changement il pourrait suffire de trouver les bons mots d'ordre, les bonnes cibles à proposer aux travailleurs et qui en eux-mêmes leur donneraient confiance.

Il n'y a pas de mots d'ordre opératoires... qui opèrent à ce niveau.

Ce n'est pas dire qu'il n'y a rien à faire pour nous aujourd'hui. Au contraire il y a un activité à mener, un champ d'action pour les révolutionnaires peut-être plus grand dans cette période de recul qu'il a pu l'être dans la période précédente.

Aujourd'hui les révolutionnaires peuvent jouer un rôle dans les luttes de la classe ouvrière même très partielles et limitées. Car il y a tout de même des luttes un peu partout, même si elles sont menées sans grand espoir et sans grande perspective, même si elles ont des buts strictement défensifs très restreints.

Les révolutionnaires peuvent jouer un rôle en acceptant les buts limités que peuvent se donner les travailleurs et sans chercher à plaquer sur les luttes de ceux-ci des objectifs qui ne peuvent être ceux de la classe ouvrière dans cette période de recul. Mais il faut pour cela qu'ils par-

ticipent à ces luttes d'une autre façon que les appareils syndicaux, avec une autre politique.

En permettant à chaque lutte, à chaque mouvement de grève, quel que soit son objet et quel que soit le nombre des travailleurs impliqués, d'aller aussi loin que le peut la combativité de ces travailleurs, en leur proposant pour cela de se donner une organisation qui leur garantisse en tout cas que cette combativité ne soit ni brisée ni entravée ni sabotée par les directions syndicales. La démonstration sera faite alors qu'il est possible de lutter, même aujourd'hui, même dans cette période de recul.

C'est pour cela que la mise en place de comités de grève démocratiques qui représentent réellement les travailleurs en lutte, et non de simples émanations des bureaucraties syndicales, est si importante. Ces comités de grève ne sont pas évidemment la garantie que toutes les luttes seront victorieuses. Ils sont simplement la garantie que les luttes seront menées tant que les travailleurs seront décidés. Quelquefois cela permettra d'arracher des concessions aux patrons, quelquefois pas, car il n'est pas aisé d'inverser le rapport de forces. Mais en tout cas cela permettra, et cela a permis comme l'ont montré quelques exemples où de tels comités de grève ont existé, de

changer un peu le climat, de montrer qu'il n'est pas vrai que la classe ouvrière est impuissante, qu'elle peut prendre les choses en main, se montrer, lutter et pas simplement subir et se laisser écraser.

Cela peut sembler une perspective bien pauvre face à celle grandiose de la définition d'un programme de gouvernement ouvrier. Et il est vrai que, même dans un période de recul comme celle que nous connaissons, les révolutionnaires savent et disent qu'il faudra bien qu'un jour en classe ouvrière prenne en main la gestion de la société tout entière.

Mais cela ne signifie pas que le rôle des révolutionnaires doit se borner à rappeler ce but, en essayant de trouver pour cela la meilleure propagande possible.

Notre rôle est aussi de savoir faire avec la classe ouvrière tous les pas possibles en fonction de la période. Et aujourd'hui certains sont possibles à condition de savoir exactement quels sont les rapports de forces, entre les classes, et au sein du mouvement ouvrier entre les révolutionnaires et les réformistes, à condition aussi, bien sûr, de n'avoir et de n'entretenir aucune illusion sur ce gouvernement soi-disant de gauche.

Jacques Morand  
Lutte ouvrière

DEBAT

## Contribution de l'UTCL

# L'Alternative se construira dans les luttes

**D**EUX questions brûlantes se posent aujourd'hui : que faut-il faire tout de suite, pour faire reculer les catastrophes sociales programmées par le gouvernement ? Quelles perspectives nouvelles faut-il avancer, pour que le mouvement ouvrier se dégage du marasme, de la crise dans laquelle il s'enlise depuis des années ?

Car ce sont bien deux crises et non une seule qui secouent la société. La crise du capitalisme... et la crise de l'anticapitalisme. S'il existe une volonté de se battre parmi les travailleurs, il y a aussi beaucoup de désillusions et de désarroi. Pire, le plus terrible des venins infecte le tissu social : le racisme.

Cette crise du mouvement ouvrier n'est pas sans remède. Les raisons d'espérer existent, nombreuses. Mais les bons remèdes, nous ne les préparerons pas avec les vieilles recettes, les idées toutes faites, les conformismes idéologiques d'autres époques.

L'enjeu est grand. Les travailleurs représentent dans les pays industrialisés une force sans précédent. Cette force, galvanisée par des espoirs nouveaux, peut faire vraiment reculer le chômage et l'austérité, en imposant des transformations sociales en rupture avec la

logique, avec les valeurs, avec le système capitaliste.

### La politique capitaliste du gouvernement PS-PC

La gauche électorale a fondé son ascension sur une duperie. Elle rassemblait d'une part les revendications des mouvements populaires, et promettait d'autre part qu'au gouvernement, elle gèrerait le capitalisme... contre les capitalistes.

Nous avons toujours dénoncé cette illusion, qui a plongé le mouvement social dans l'attentisme et dans l'inaction, aidée par les effets dévastateurs de la division syndicale. Ce qui ne veut pas dire que nous ne nous sommes pas réjouis et associés à la défaite de la droite en 1981.

Que se passe-t-il maintenant ? Après une première année d'hésitations mais aussi de mesures sociales limitées, les choses se sont accélérées. Le gouvernement mène une politique conforme, non à sa promesses, mais à sa fonction de gouvernement de l'Etat capitaliste, de la France capitaliste, intégrée à l'Europe capitaliste.

Le gouvernement choisit les impératifs du profit contre les intérêts des travailleurs.

Ce n'est pas surprenant. L'Etat n'est pas une simple institution, une « superstructure » essentiellement « politique », mais bien le corps central du capitalisme. En se développant, l'Etat moderne est devenu un groupe puissant, le premier employeur du pays. Par nature et quels que soient les déclarations d'intention, la politique d'un gouvernement est toujours capitaliste. Mais cela, le PS et le PC ne l'avaient pas dit. Entre promesse et réalité, l'écart est fantastique.

*Jacobin, autoritaire, le gouvernement l'est à chaque décision contre les travailleurs, prises sans les informer, sans les consulter.* En revanche, quel sens du dialogue avec les catégories sociales aisées ! L'école pivée a plus de chance que les emplois ouvriers.

Aujourd'hui, sans fausse pudeur, Mitterrand affirme une politique à la Reagan. Il annonce la couleur si clairement que même l'opposition de droite en a reconnu la « sagesse ». Ainsi, après la poursuite d'une politique militariste, pro-nucléaire, impérialiste même, liée soit à l'atlantisme de l'Etat français soit à la défense de ses intérêts propres (Afrique, Moyen-Orient, DOM-TOM...), après une campagne et des mesures aggravant et confortant le

racisme, après la « rigueur »... est venu le temps de l'austérité. Sous le couvert de la « nécessaire modernisation », le gouvernement veut couper court à la contestation sociale, conforter sa crédibilité vers les milieux d'affaires. *Il ne peut être question de soutenir cette politique gouvernementale capitaliste.*

Le PCF y participe. Il est coincé entre deux logiques dangereuses pour lui : la poursuite de la participation gouvernementale et la rupture. De toute façon, son seul critère est de défendre ses intérêts propres d'appareil bureaucratique.

Bref, pour nous communistes libéraux, le crédit « social » du gouvernement, son vernis « socialiste », ce sont les impostures grâce auxquelles il compte faire avaler aux travailleurs ce que Giscard n'avait pas pu. Ce qui ne signifie pas la moindre faiblesse en direction des politicards de la droite. La seule réponse, c'est la lutte des travailleurs.

*1. Battons-nous pour l'unification des luttes en cours, avec un mot clef : solidarité ouvrière !*

— solidarité interprofessionnelle, pour que chaque « bassin de l'emploi » devienne un « bassin des luttes » !

— solidarité générale, renouant avec les grandes actions nationales, nécessaires aujourd'hui pour faire reculer le gouvernement.

Bâtir une alternative à la politique capitaliste du gouvernement, ça passe d'abord par cela. Les travailleurs représentent une force immense. On peut enrayer la logique infernale.

*2. De grands secteurs sont en lutte, mais il y a derrière nous des années de démobilisation, et bien des travailleurs ne sont pas encore prêts pour l'action.* Il faut reconnaître cette réalité, pour la transformer. C'est une nouvelle pratique de masse qui est nécessaire. Elle permettra de recomposer un tissu social offensif, complément indispensable et meilleur soutien aux grandes luttes du moment. La parole aux travailleurs ! Battons-nous autour de problèmes vécus, même sur des revendications apparemment limitées, et gagnons.

*3. Mais il faut voir plus loin.* Les luttes de résistances peuvent faire reculer les échéances. C'est très important. *Mais pour des victoires décisives contre le chômage et l'austérité, il faut aux travailleurs des objectifs de transformation sociale.*

## Face à une société qui bouge, les luttes doivent se transformer

On ne lutte pas contre la crise comme on luttait avant la crise. En trente années de croissance et de productivisme, le mouvement ouvrier a pris des habitudes : revendiquer pour mieux protéger le gâteau, mais sans s'attaquer aux logiques du capitalisme.

Nous affirmons que la crise oblige à repenser la lutte, non pas pour minimiser les revendications, mais au contraire pour hisser qualitativement les objectifs. Il faut s'en prendre aux logiques mêmes du système, se battre et imposer des transformations sociales.

*Certains affirment que la crise étant bien réelle, ses effets sont inéluctables.* Il n'y a plus qu'à s'incliner, et négocier pour sauver les meubles. C'est ce que dit Edmond Maire, c'est ce que pense Krasucki, c'est la raison d'être de Bergeron. Et bien oui, la crise est bien réelle, elle a une dimension internationale incontestable...

*Mais ce qui est au cœur de la crise, c'est la lutte de classe.* Nous assistons d'abord à la crise du mode d'exploitation des travailleurs sur lequel reposaient les trente années de croissance : le « fordisme ». Oui, la marge des profits est menacée. Pour la préserver, les capitalistes s'attaquent aux travailleurs. *Les enjeux de la crise sont clairs, ce sont des enjeux de classe :*

*1. Faire baisser les coûts salariaux et sociaux, pour maintenir les profits capitalistes.* Tout s'enchaîne : baisse des emplois, remise en cause des systèmes d'indexation des salaires sur les prix, réduction de la couverture sociale.

*2. Casser la force du prolétariat, le morceler pour préserver le pouvoir capitaliste.* Cette force, après trente années d'expansion, est devenue immense dans la société, même si elle n'a pas pleinement conscience d'elle-même. 70 % de la population active est composée de travailleurs salariés sans pouvoir réel : ouvriers, employés, techniciens, enseignants. En 1968, le mouvement des travailleurs a été tel que la bourgeoisie, confrontée aux prémices de la crise, a dû attendre huit ans pour imposer un premier plan ouvert d'austérité. La réponse capitaliste, c'est une véritable transformation du tissu social, un morcellement, le partage entre chômeurs et travailleurs, la multiplication des statuts. Les technologies nouvelles offrent aux capitalistes des armes précieuses pour accélérer ces mutations. Enfin, n'oublions pas les profits sans précédents que font certains secteurs en pointe. Il n'y a pas de crise pour tout le monde.

*Car l'austérité et le chômage ne doivent pas masquer ce fait majeur : la société est en train de changer, sans les travailleurs, et contre eux.* Parce que la lutte de classe est au cœur de la crise, il n'y a pas de lois « scientifiques » fixant le taux de chômage, d'austérité, ou d'inhumanité. Une seule loi : le rapport de forces.

Pour que le rapport de forces bascule, les luttes défensives ne suffiront pas. Dans cette société en mutation, les travailleurs pour gagner vraiment, doivent être porteurs de projets de transformations sociales opposés à la logique capitaliste. Des projets capables de mobiliser les énergies ouvrières, et qui, imposés par la lutte, seraient comme autant de coins enfoncés dans un système que l'on veut faire éclater.

## Une stratégie de contre-pouvoir

*1. Il faut déplacer les enjeux de pouvoir.* Les travailleurs n'attendent plus « d'en haut », du gouvernement, aucun changement positif. Le gouvernement aujourd'hui n'est pas compris comme le « représentant des travailleurs », mais pour ce qu'il est, un pouvoir, qu'il faut faire céder par l'action, comme le patronat. Cette prise de conscience appelle une perspective politique.

La délégation du pouvoir dans le cadre des institutions bourgeoises est bien une impasse. Déplacer l'enjeu du pouvoir, c'est faire avancer l'idée que ce sera à partir de la base que les travailleurs construiront leur pouvoir. L'alternative politique aux pouvoirs en place, à l'Etat, au gouvernement, au patronat, c'est pour l'UTCL la perspective d'un contre-pouvoir des travailleurs, construit peu à peu dans les luttes.

*2. Multiplier les lieux de contre-pouvoir.* Les conseils d'usine italiens restent un exemple concret et toujours actuel. Le contre-pouvoir dans l'entreprise, c'est :

— *L'auto-organisation*, unitaire, autonome, et permanente des travailleurs face à la hiérarchie, aux patrons, aux technocrates.

— *L'élaboration de projets ouvriers* par les travailleurs eux-mêmes, adoptés démocratiquement. La base ouvrière oppose aux décisions des dirigeants d'entreprise ses exigences, ses conceptions, ce qu'elle veut voir transformé dans les conditions de travail, dans ce qu'on produit, dans l'organisation et le temps de travail...

*3. Développer les axes revendicatifs qui unifient les travailleurs (salariés et chômeurs) :* Le droit au travail pour tous ; la réduction du temps de travail, générale à tous les secteurs, à 35 heures, et au-delà, la lutte contre les inégalités sociales et les inégalités de revenus ; l'égalité des salaires hommes-femmes ; des systèmes combinés d'augmentation uniforme des salaires et d'indexation sur les prix ; le contrôle des travailleurs sur les technologies nouvelles, bataille décisive pour l'avenir ; le contrôle sur l'implantation des nouvelles industries, les choix technologiques et la recherche, la transformation du travail, des conditions matérielles, mais aussi contre l'autoritarisme et la logique de la hiérarchie ; contre tous les racismes, pour l'égalité des droits, pour une société pluri-culturelle où chacun puisse vivre sa différence.

## Vers la rupture autogestionnaire avec le capitalisme

Une stratégie de contre-pouvoir donne aux travailleurs le rôle d'acteurs et de décideurs dans le changement. Elle est opposée à la logique électorale de la démocratie bourgeoise, fondée sur la délégation de pouvoir aux candidats et

aux partis. Elle est aussi radicalement opposée à la stratégie d'Edmond Maire, entre autres raisons parce qu'elle a l'action comme moyen et la rupture avec le capitalisme comme but.

Une telle stratégie éclaire la pratique quotidienne, en jetant les bases d'un long processus de transformations permanentes, vers la rupture révolutionnaire et une société nouvelle, autogérée et fédéraliste. L'autogestion n'est pas pour les libertaires un concept ornemental, mais l'idée-force, la clé de voûte du socialisme. Un socialisme libertaire : un monde à gagner.

*Notre conception du contenu de l'alternative est très éloignée de celle de la LCR.* Nous ne traçons pas le programme d'un « gouvernement des travailleurs » imaginaire dirigeant l'Etat français. Pour nous, le pouvoir des travailleurs se construira depuis la base par l'auto-organisation des travailleurs, dans nos luttes. L'alternative à promouvoir n'est donc pas pour l'UTCL un parti « nouveau » mais s'inscrivant dans la politique traditionnelle pour y faire concurrence au PC et au PS sur leur terrain. Ce terrain est une impasse : le mouvement ouvrier y est embourbé depuis des décennies. L'alternative, c'est d'en sortir. Cette divergence n'est pas isolée. C'est en fait tout un rapport à la politique, aux travailleurs, qui est en jeu. Ainsi ne partageons-nous en rien la vision d'un monde divisé en deux camps, l'un « impérialiste » et l'autre où « le capital aurait été expropriée » — et qu'il faudrait donc défendre même s'il est « dégénéré ». Une telle conception est révélatrice de certaines conceptions de la révolution, du socialisme et de sa nature. Elle résonne comme une injure pour les travailleurs qui se battent à l'Est contre ceux qui les oppriment et qui les exploitent, contre des régimes qui n'ont de socialiste que le nom, et que nous nommons, nous, capitalistes bureaucratiques d'Etat.

Se battre pour un projet de société

réellement autogestionnaire, et articuler ce combat avec une pratique de masse et de classe : c'est pour cela que nous construisons une Union des travailleurs communistes libertaires. Nous le faisons sans sectarisme : l'unité avec d'autres camarades, d'autres groupes, d'autres courants que le nôtre, c'est pour nous indispensable.

## L'unité pour l'alternative

Une fusion organisationnelle des courants de l'extrême gauche n'est pas une perspective crédible. Des points communs existent heureusement, mais aussi trop de divergences entre les différents courants : trotskystes, marxistes-léninistes, libertaires, et tout un courant en recherche, partiellement regroupé dans la Fédération pour une gauche alternative.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la recherche de pratiques communes pour unir les forces et permettre le débat.

Reste que pour être enfin à la hauteur et préparer l'alternative, l'extrême gauche a encore, — nous avons encore — de gros efforts à fournir pour comprendre la situation contemporaine : être à l'écoute des mouvements profonds de la société, réaliser que les mentalités changent autour de nous, que les travailleurs ne réagissent pas comme un seul homme, saisir pourquoi la jeunesse rejette globalement la politique...

Les schémas dominants de l'extrême gauche, dirigistes, centralisateurs, ne répondent pas aux aspirations profondes et contemporaines à l'autonomie exprimées par les luttes des femmes, mais aussi présentes dans tous les mouvements sociaux.

*La recherche d'une alternative passe donc par un grand effort de réflexion et d'imagination.* Cela passe aussi par la pratique.

## L'alternative se construira dans les luttes

Pour nous, la colonne vertébrale d'une future alternative se trouve parmi les travailleurs et les syndicalistes qui veulent se battre aujourd'hui. Rassembler par milliers, dans l'unité, toutes celles et tous ceux qui s'opposent dans les syndicats aux lignes des directions confédérales actuelles, et chercher ensemble les termes d'une alternative aux politiques de ces directions, c'est un enjeu déterminant pour les luttes en cours et à venir.

Il est nécessaire que ces oppositions s'affirment. C'est à partir de pratiques et de débats démocratiques *internes* aux organisations syndicales, associant le plus grand nombre d'adhérents et de militants, que les idées et les pratiques pourront progresser.

Bannissons les pratiques manipulatoires et fractionnelles, qui dépossèdent les équipes syndicales de la maîtrise démocratique du débat et qui portent en germe les dangers de la marginalisation, de l'autoproclamation de micro-confédérations-bis.

Ensemble, nous sommes une force qui peut peser contre le fonctionnement bureaucratique dans le syndicalisme, pour l'indépendance syndicale face au gouvernement et à toutes les organisations politiques, pour l'unité des travailleurs, et pour l'action.

En Belgique, en Italie, en Grande-Bretagne, de grandes luttes se sont ouvertes contre l'austérité et le chômage. Pensons ensemble pour l'Europe des luttes, contre l'Europe capitaliste !

Le 14 avril 1984

**Union des travailleurs communistes libertaires. UTCL.**

Contacts : Editions « L »,  
BP. 333, 75525 Paris cedex 11

### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom : .....
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Prénom : .....
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse : .....
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Samedi 26 mai

14 h-18 h. Forums avec de nombreux invités :

1. Les luttes ouvrières aujourd'hui
2. Les syndicats face à la crise
3. Les restructurations industrielles et les solutions anticapitalistes
4. Les jeunes, les immigrés et le racisme

19 h-21 h. Meeting international avec : des représentants des conseils de fabriques italiennes, des sidérurgistes espagnols, des syndicats allemands, des dockers danois.

**Rassemblement  
des travailleurs**  
**26-27 mai**  
**LE BOURGET**  
contre l'austérité  
contre l'Europe capitaliste

**Rassemblement  
des travailleurs**  
**26-27 mai**  
**LE BOURGET**  
contre l'austérité  
contre l'Europe capitaliste

Dimanche 27 mai

10 h-12 h. Trois forums :

1. Austérité et oppression des femmes
2. Militarisation et austérité
3. Pour l'école laïque

12 h-14 h. Repas en commun

14 h-16 h. Spectacle et meeting de clôture

Organisations invitées : Lutte ouvrière, PCML, Gauche autogestionnaire, UTCL, plusieurs associations de défense des travailleurs immigrés.

## cahiers LEON TROTSKY



KHRISTIAN RAKOVSKY (1)

Pierre Broué □ Rako (1<sup>re</sup> partie) □ Ecrits de Rakovsky □  
La révolte du Potemkine □ Le mouvement ouvrier en Roumanie □  
Jean Jaures □ Un épisode de la Révolution russe □ L'organisation  
communiste de l'Armée rouge □ La révolution française et le droit  
de propriété □ Jules Guosde et le Communisme □ Le Parti et la  
question nationale □ Une nouvelle étape: l'U.R.S.S.

17

mars 1984

Revue trimestrielle • Institut Léon Trotsky

*Christian Rakowsky, né au coeur des Balkans, militant lié aux premiers communistes russes, fut de tous les combats internationalistes d'avant la Grande Guerre. Dirigeant bolchevik après la révolution, ambassadeur des soviets en Grande-Bretagne puis en France, Rakowski fut l'une des plus grandes figures de l'opposition anti-stalinienne.*

*Deux numéros spéciaux (17 et 18) des Cahiers Léon Trotsky lui sont entièrement consacrés.*

*En vente à la librairie La Brèche, 45 francs le numéro. Abonnement pour quatre numéros : 150 francs. J. P. Joubert, 2, rue Bayard 38000 Grenoble.*

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC  
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
tél : 859 00 80  
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.  
ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511